



Centre Africain d'études Supérieures en Gestion

**Institut Supérieur de Comptabilité,
de Banque et de Finance
(ISCBF)**

**Maîtrise Professionnelle
de Techniques Comptables et
Financières
(MPTCF)**

Mémoire de fin d'étude

THEME

**APPRÉCIATION DU RISQUE DE DÉFAILLANCE :
APPROCHE STATISTIQUE MULTIDIMENSIONNELLE
CAS DE BUILDERS DIAWARA SOLAR AU MALI**

**Présenté par
CAMARA Silamakan MK**

**Dirigé par :
Ousmane DOUCOURE
Expert en Finances Publiques
au CERCAP**

Avril 2012

Dédicace

Je dédie ce mémoire à ma mère Fatoumata Diaby et à mon père feu Kalilou Camara.

CESAG - BIBLIOTHEQUE

Remerciement

Mes remerciements vont, tout d'abord, au tout puissant *Allah* qui m'a donné la vie, la santé et le courage de réaliser ce mémoire.

Je remercie mon directeur de mémoire, M. Ousmane DOUCOURE et l'ensemble du corps professoral et le personnel administratif du CESAG.

Je tiens également à remercier :

- ✓ mes deux parents, Feu Kalilou CAMARA et Fatoumata DIABY,
- ✓ ma Grande mère, Louty BA,
- ✓ Moussa BATHILY, Inspecteur des Finances,
- ✓ Boubacar MACALOU, Directeur du CERCAP,
- ✓ Moussa YAZI, Directeur de l'ISCBF,
- ✓ Mme SACKO Mama DIAKITE,
- ✓ Lassana SACKO,
- ✓ la famille SACKO à Dakar,
- ✓ Ibrehima TRAORE, Directeur Général de Builders- Diawara Solar,
- ✓ Seydou SEMEGA, Secrétaire Général de IBI Group,
- ✓ Ibrahima DIAWARA, Président Directeur Général de IBI Group,
- ✓ ABDOULAYE Mahamat Djiddah Khalid,
- ✓ Idrissa BARRO,
- ✓ mes camarades de classe MPCGF1B promotion 2010-2011.

Et enfin, je remercie tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce mémoire.

Sigles et abréviations

AFD	Agence Française de Développement
AOI	Appels d'Offres Internationaux
AUPCAP	Acte Uniforme portant Organisation des Procédures Collectives d'Apurement du Passif
BDS	Builders Diawara Solar
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CENESOLER	Centre National de l'Energie Solaire et des Energies Renouvelables
CERCAP	Centre d'Etudes et de Renforcement des Capacités d'Analyse et de Plaidoyer
CESAG	Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion
CESCOM	Centre de Santé Communautaire
COVEC	China Overseas Engineering Company
IFRS	International Financial Reporting Standard
ISCBF	Institut Supérieur de Comptabilité, de Banque et de Finance
LAPP	Liquidity Activity Profitability Potential
MPCGF	Master Professionnel en Comptabilité et en Gestion Financière
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
PACTEA	Programme d'Appui aux Collectivités territoriales pour l'Eau Potable et de l'Assainissement
PME	Petite Moyenne Entreprise
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Liste des figures et tableaux

Liste des figures

Figure 1 : schéma des opérations de Rating	17
Figure 2 : Schéma d'analyse discriminante.....	25
Figure 3 : Modèle d'analyse	34

Liste des tableaux

Tableau 1 : Interprétation des scores de CONAN et HOLDER.....	26
Tableau 2 : Répartition du personnel.....	47
Tableau 3 : Bilans condensés de Builders Diawara Solar en francs CFA.....	52
Tableau 4 : Bilans synthétiques de Builders Diawara Solar en francs CFA	53
Tableau 5 : Détermination de l'évolution du fonds de roulement (en FCFA)	54
Tableau 6 : Evolution des besoins en fonds de roulement (en FCFA).....	55
Tableau 7 : Ratios de structure financière (en %)	56
Tableau 8 : Calcul du solde de trésorerie (en FCFA).....	57
Tableau 9 : Calcul des ratios de liquidité	57
Tableau 10 : Détermination du degré de solvabilité.....	58
Tableau 11 : Evolution du Chiffre d'affaires de BDS (en FCFA).....	59
Tableau 12 : Evolution de la valeur ajoutée (en FCFA).....	59
Tableau 13 : Evolution de l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) en FCFA.....	60
Tableau 14 : Evolution du Résultat d'exploitation (en FCFA)	61

Tableau 15 : Score de Grammatikos et Gloubos	63
Tableau 16 : Score de Bardos	65
Tableau 17 : Score de J.Conan & M.Holder	67

CESAG - BIBLIOTHEQUE

Liste des annexes

Annexe 1 : Bilan de 2010	75
Annexe 2 : Bilan de 2010 suite.....	76
Annexe 3 : Compte de résultat de 2010.....	77
Annexe 4 : Compte de Résultat 2010 suite	78
Annexe 5 : Bilan de 2009	79
Annexe 6 : Bilan de 2009 suite.....	80
Annexe 7 : Compte de résultat de 2009.....	81
Annexe 8 : Compte de Résultat 2009 suite	82
Annexe 9 : Bilan de 2008	83
Annexe 10 : Bilan de 2008 suite.....	84
Annexe 11 : Compte de Résultat 2008	85
Annexe 12 : Compte de Résultat 2008 suite	86
Annexe 13 : Bilan de 2007	87
Annexe 14 : Bilan 2007 suite	88
Annexe 15 : Compte de Résultat 2007	89
Annexe 16 : Compte de Résultat 2007 suite	90
Annexe 17 : Bilan de 2006	91
Annexe 18 : Bilan de 2006 suite.....	92
Annexe 19 : Compte de résultat de 2006.....	93

Annexe 20 : Compte de résultat de 2006 suite	94
Annexe 21 : Organigramme de Builders Diawara Solar	95
Annexe 22 : Questionnaire	96
Annexe 23 : Liste des 35 Experts Comptables, Comptables agréés et Auditeurs.....	97

CESAG - BIBLIOTHEQUE

Table des matières

Dédicace	i
Remerciement.....	ii
Sigles et abréviations.....	iii
Liste des figures et tableaux	iv
Liste des annexes.....	vi
Table des matières	viii
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	1
PREMIÈRE PARTIE : CADRE THÉORIQUE.....	5
Introduction	6
Chapitre 1 : Notion de risque de défaillance	7
1.1. Définition de la défaillance :.....	7
1.2. Les Méthodes d'appréciation d'entreprises.....	11
1.2.1. L'analyse financière statique.....	11
1.2.2. L'analyse financière dynamique.....	12
1.2.3. L'analyse du risque.....	13
1.2.4. Scoring et Rating	15
<i>Conclusion</i>	17
Chapitre 2 : Approche statistique multidimensionnelle	18
2.1. La définition et l'objectif de l'approche statistique multidimensionnelle	18
2.2. Aperçu des études de prévention de faillite	19
2.3. Principes de base de l'approche statistique.....	22
2.4. Présentation de quelques modèles discriminants.....	26

2.4.1.	Le modèle de J.CONAN et M.HOLDER (1978)	26
2.4.2.	Le modèle discriminant d'Altman et Lavalee (1981).....	27
2.4.3.	Le modèle discriminant de Grammatikos et Gloubos (1984)	27
2.4.4.	Le modèle discriminant de Bardos (1989)	28
2.4.5.	La méthode des scores Banque de France	29
2.5.	Apports de l'approche statistique multidimensionnelle.....	30
<i>Conclusion</i>		32
Chapitre 3 : La méthodologie de l'étude		33
3.1.	Le modèle d'analyse.....	33
3.1.2	Schématisation du modèle.....	34
3.2	Outils et techniques de Collecte des données	35
3.2.2	Le questionnaire	35
3.2.3	L'analyse documentaire.....	35
3.2.4	Grille de classement.....	36
3.3	Analyse des données	36
3.4	Recommandations.....	36
<i>Conclusion</i>		36
<i>Conclusion de la première partie</i>		37
DEUXIÈME PARTIE : CADRE PRATIQUE.....		38
Introduction		39
Chapitre 4: Présentation de Builders Diawara Solar		40
4.2	Historique de Builders-Diawara-Solar.....	40

4.3	Missions et activités de BDS	41
4.4	Les prestations de BDS.....	43
4.5	Le marché de Bâtiments et Travaux Publics (BTP)	43
4.6	Organisation de BDS	44
4.7	Fonctionnement de BDS	46
4.8	Effectifs de la BDS	47
4.9	Présentation de la Division Financière et Comptable	47
4.10	Les Récentes références	48
<i>Conclusion</i>		50
Chapitre 5 : L'analyse de la situation financière de Builders Diawara Solar.....		51
5.1.	Présentation des bilans financiers.....	51
5.1.1.	Bilans condensés	51
5.1.2.	Bilans en grandes masses et en pourcentage	52
5.2.	Analyse de l'équilibre financier de Builders Diawara Solar.....	53
5.2.1.	Calcul et étude de l'évolution du fonds de roulement.....	54
5.2.2.	Détermination des besoins en fonds de roulement	54
5.2.3.	Calcul et interprétation des ratios de l'équilibre financier	55
5.3.	Trésorerie et Solvabilité.....	56
5.3.1.	Détermination du solde de trésorerie.....	56
5.3.2.	Ratios de liquidité.....	57
5.3.3.	Détermination du degré de solvabilité.....	58

5.4. L'analyse de l'activité et des résultats	59
5.4.1. Le chiffre d'affaires	59
5.4.2. La valeur ajoutée	59
5.4.3. Excédent brut d'exploitation	60
5.4.4. Résultat d'exploitation.....	61
<i>Conclusion</i>	61
Chapitre 6 : Cas pratique de l'approche statistique multidimensionnelle	62
6.1. Score de Grammatikos et Gloubos	63
6.2. Score de Bardos	65
6.3. Score de J.Conan & M.Holder.....	67
6.4. Recommandation	69
<i>Conclusion de la deuxième partie</i>	71
CONCLUSION GÉNÉRALE	72
ANNEXES	74
BIBLIOGRAPHIE	98

INTRODUCTION GÉNÉRALE

CESAG - BIBLIOTHEQUE

Le Mali est un pays en chantier où les grands travaux sont nombreux parmi lesquels, la construction de logements sociaux (60 000 environ d'ici 2017), de salles de classe, des hôpitaux, la réalisation des travaux de rénovation des aéroports passagers et de la construction de l'aérogare fret de l'aéroport international Bamako Senou, la réalisation des routes, les voies de raccordement dans les régions. De manière générale les maîtres d'ouvrage sont les collectivités décentralisées, l'administration, les institutions publiques et parapubliques, les associations, les organisations communautaires, etc...

Les infrastructures représentent le troisième poste des dépenses publiques du Mali après l'éducation et la santé. Sur les vingt dernières années, elle représente 20 à 25 % des dotations budgétaires. Les dépenses publiques du Mali sont en moyenne de 1000 milliards de francs CFA par an sur les deux décennies et les infrastructures atteignent 200 à 300 milliards FCFA par an, une somme importante pour un secteur d'activité comme le BTP (Bâtiments et Travaux Publics). Toutes les entreprises cherchent à avoir une bonne part de marché d'où les enjeux sont immenses.

Builders Diawara Solar (BDS) est une société anonyme de droit malien. La société dispose d'une structure importante en matière d'investissement technique. La société a pu développer des avantages concurrentiels importants et détient une bonne part du marché. La société offre ses services essentiellement sur le marché local.

Malgré l'augmentation des entreprises, de projets, les entrepreneurs, bien souvent, ne disposent pas des ressources suffisantes pour la réussite de leur mission. De façon spécifique, les structures financières sont faibles, les moyens matériels manquent cruellement et les ressources humaines dans ce secteur comme dans la plupart des autres secteurs ne disposent pas de formation adéquate et suffisante.

Du côté des pouvoirs publics, les reproches sont nombreux à savoir l'incapacité des entrepreneurs nationaux à exécuter convenablement les marchés qui leur sont attribués. Ils ne respectent presque pas les délais contractuels comme en attestent les exemples malheureux des routes Nioro-Gogui et Niono-Markala dont les travaux s'enlisent. Les prestataires de services (BTP) cherchent à réduire leurs coûts (financiers, humains et techniques) tandis que le maître d'ouvrage a pour objectif l'obtention de la meilleure qualité au meilleur prix. Dans ce contexte, comment savoir si ces entreprises ne sont-elles pas en faillite ?

En outre, même si les états financiers des entreprises reflètent l'image fidèle et sincère du patrimoine et soient conformés aux normes internationales ou régionales telles que l'IFRS (International Financial Reporting Standards), OHADA (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires), le risque de faillite subsiste. La défaillance est définie comme l'état d'insolvabilité d'une entreprise de faire face à ses engagements à court et long terme.

Les causes de ces dysfonctionnements sont managériales, de manque de formation et de ressources qualifiées dans le secteur, les mauvais montages des dossiers. Les conséquences directes sont que 90% du marché des BTP au Mali est détenu par les sociétés sous régionales et internationales. Sur les 3000 entreprises¹ enregistrées en 2011, les entreprises internationales COVEC²(Chinoise) et SATOM (Française) se taillent la bonne part du marché malien.

Aux regards des problèmes, il urge d'apporter des solutions adéquates pour minimiser les risques pour tous les intervenants du secteur. Comme solution, nous pouvons citer :

- améliorer le management et l'organisation des entreprises maliennes du BTP ;
- apporter plus de soutiens financiers aux sociétés ;
- évaluer les risques de défaillance pour connaître et disposer d'un nombre limité de prestataires de qualité plutôt que d'une multitude de prestataires de qualité diverses.

Cette dernière solution nous semble le plus pertinent et au moindre cout à réaliser grâce aux développements récents de l'analyse financière parmi lesquels nous avons l'approche statistique multidimensionnelle. Ainsi, l'attribution d'une note (ou score) vise à alerter le décideur sur le risque de défaillance de l'entreprise dans un avenir relativement proche. Son avantage est la simplicité, les résultats du score donnent une réponse par oui ou non de l'état de défaillance.

Pour notre étude, la question principale que nous nous posons : Builders Diawara Solar est elle parmi ces entreprises maliennes du BTP en état de faillite ? De manière spécifique :

¹ Organisation patronales des entrepreneurs de construction du Mali

² China Overseas Engineering Company (COVEC)

- l'entreprise BDS présente-t-elle des risques ?
- l'entreprise crée-t-elle de la valeur pour ses actionnaires ?

Face à ces interrogations, nous estimons qu'il faut faire un état des lieux de cette entreprise sur le thème suivant : « l'Appréciation du risque de défaillance : approche statistique multidimensionnelle, cas de Builders Diawara Solar ».

Dans ce cadre, nous nous fixons comme l'objectif principal de faire une appréciation du risque de défaillance à savoir si l'entreprise Builders Diawara Solaire est saine ou défaillante. Les objectifs spécifiques qui en découlent sont :

- évaluer le risque à travers l'approche statistique multidimensionnelle ;
- évaluer la structure financière de BDS.

Alors, pour des raisons liées à la quantité des informations et des calculs, nous nous sommes limités aux cinq derniers exercices de l'entreprise, de 2006 à 2010 pour nos travaux. Cette réflexion menée à son terme présentera plusieurs intérêts pour les acteurs suivants :

- Builders Diawara Solar: cette étude qui est un constat permettra à l'entité de corriger les insuffisances sur la base d'une étude plus approfondie ;
- le stagiaire à qui il permettra de compléter sa formation théorique.

Le plan d'étude s'articule autour de deux parties : le cadre théorique et le cadre pratique.

A cet effet, dans le cadre théorique nous aborderons successivement la notion de risque de défaillance, l'approche statistique multidimensionnelle et la méthodologie d'étude qui sera utilisée dans la phase pratique de notre étude.

Dans la seconde partie (le cadre pratique), nous présentons d'abord l'entité qui fera l'objet de l'étude: Builders Diawara Solar. Ensuite, nous procédons à l'analyse de la situation financière et enfin nous faisons un cas pratique par l'approche statistique multidimensionnelle en vue d'une appréciation du risque de défaillance.

PREMIÈRE PARTIE : CADRE THÉORIQUE

CESAG
BIBLIOTHEQUE

Introduction

L'évolution de l'environnement économique au cours de ces dernières années suscite de nombreuses interrogations sur la situation réelle et les comportements des entreprises à ce nouveau paysage. Pour détecter le bon du mauvais, les analystes financiers exploitent tous les moyens notamment le scoring, ce qui permet de savoir si l'entreprise est saine ou défaillante.

La première partie essaiera d'expliquer les concepts et l'analyse du modèle approprié. La première partie comporte trois (3) chapitres.

Les notions de risques de défaillances et les méthodes d'appréciations d'entreprises sont regroupées dans le chapitre 1. L'historique de l'approche statistique tant unidimensionnelle que multidimensionnelle est retracé dans le chapitre 2 et le chapitre 3 est consacré uniquement à la méthodologie de l'étude.

CESAG - BIBLIOTHEQUE

Chapitre 1 : Notion de risque de défaillance

La défaillance d'une entreprise est un événement lourd de conséquences. Les conséquences humaines d'abord, puisqu'elle conduit à des pertes d'emplois, mais aussi financières puisqu'elle s'accompagne presque inmanquablement de pertes d'actifs chez ses partenaires : organismes sociaux, fournisseurs ou encore banques.

La défaillance se caractérise par l'état de cessation des paiements et n'entraîne ainsi, pas automatiquement la cessation de l'activité. On notera que le terme de faillite est souvent utilisé par certains auteurs et correspond de nos jours au langage courant pour désigner la cessation définitive de l'activité de l'entreprise.

Ainsi, pour mieux cerner la notion de défaillance, nous définirons le concept de défaillance et nous évoquerons quelques méthodes d'appréciation d'entreprises dans ce chapitre.

1.1. Définition de la défaillance :

La défaillance d'une entreprise qui, trouve son origine dans la cessation des paiements peut-elle facilement s'expliquer ? Beaucoup d'explications sont avancées, mais peu d'entre elles sont satisfaisantes. En effet, prenons l'effet générateur de la défaillance, à savoir la cessation des paiements : contrairement à ce que l'on pourrait croire, c'est un fait très mal défini quand on observe la situation comptable des entreprises défaillantes.

Selon ZOPOUNIDIS (1995 :11), définir une défaillance est une tâche difficile parfois même pour les chercheurs dans l'analyse de l'entreprise. Il est donc « important d'en préciser le sens. Quand considère-t-on qu'une entreprise est en difficulté » (GRESSE, 1994 :7).

Selon RAGOT (1999 : 35), les défaillances d'entreprises sont généralement l'aboutissement logique d'un processus de détérioration qui s'étend sur plusieurs années : « une stagnation puis une régression des ventes qui engendre un accroissement du besoin en fonds de roulement. Les entreprises ont largement recours aux concours bancaires courants. Par voie de conséquence, les frais financiers augmentent et absorbent tout ou partie du résultat d'exploitation ».

BRUSLERIE (2006 : 368) estime que la défaillance est « l'expression d'un état d'insolvabilité constaté à un moment donné, qui engage l'entreprise dans un processus économique, juridique, voire judiciaire, impliquant l'ensemble des prêteurs ».

Le processus de défaillance, selon GRESSE (1994 : 8-9), est progressif et comporte, le plus souvent, trois niveaux: la défaillance économique, la défaillance financière et la défaillance juridique. La défaillance économique peut être définie par des pertes structurelles ou chroniques. Elle signifie que l'entité n'est plus rentable et génère plus de charges que de produits. Le résultat de l'activité n'enrichit plus l'entreprise et celle-ci ne contribue plus positivement à l'économie. Le stade ultime de la défaillance économique est une valeur ajoutée négative.

La défaillance financière est le cas où, l'entreprise ne peut structurellement pas faire face à ses décaissements et son passif à court terme est nettement supérieur à son actif réalisable. Elle ne trouve plus de solution pour gérer sa dette ce qui se traduit par des incidents de paiement. Cette insolvabilité aboutit rapidement à l'impossibilité de payer les créanciers. Quant à la défaillance juridique, elle n'est que l'aboutissement des deux premières. Elle sanctionne l'incapacité de l'entreprise à générer un excédent de ressources monétaires rémunérant tous les agents impliqués dans la création de cette richesse et à honorer ses engagements.

CASTA et ZERBIB (in ZOPOUNIDIS, 1995 : 12) partagent l'idée de GRESSE et parlent de la défaillance de l'entreprise en se référant à une approche juridique, économique et financière. Selon ces deux auteurs, la défaillance juridique concerne en principe une action de dépôt de bilan liée à une situation d'insolvabilité. La défaillance économique se réfère à l'absence de rentabilité et d'efficacité de l'appareil productif, et à la détérioration de la liaison produits-marchés. Enfin, l'approche financière met l'accent sur les problèmes de trésorerie et sur l'incapacité d'affronter des problèmes de remboursement.

Pour OLUWO (2007: 2), il y a beaucoup de raisons à la défaillance. Ces raisons peuvent être classifiées comme externes et internes. Les raisons externes sont la compétitivité, la récession économique, la dépression, le règlement fédéral et la déréglementation. Certaines raisons internes sont l'incompétence des dirigeants, la corruption, la réticence à s'adapter aux changements environnementaux et la fraude d'entreprise.

Pour mieux cerner d'avantage la défaillance, intéressons nous à RAMAGE (2001 : 381), qui estime que la notion de difficulté peut être définie comme l'incapacité d'une entreprise à continuer son exploitation. Selon lui, les causes de cette incapacité sont de plusieurs natures : les causes économiques et les erreurs de gestion. Parmi, les causes économiques, nous pouvons citer la baisse de la demande, la concurrence plus accrue, l'augmentation du prix des matières premières. Les erreurs de gestion sont entre autre l'accumulation des charges fixes à cause des mauvaises prévisions, l'absence de contrôle de gestion et les graves conflits sociaux.

BRILMAN (in GRESSE, 1994 : 8), retient un concept assez étendu : « l'entreprise en difficulté n'est pas seulement une entreprise qui a des problèmes financiers mais c'est aussi une entreprise qui, rencontrant ou prévoyant des difficultés, prend des mesures immédiates afin de ne pas connaître des ennuis financiers. Ces entreprises se caractérisent par une faible rentabilité, un volume d'activité en baisse, une dégradation du climat social voire des grèves ; elles traversent aussi, pour nombre d'entre elles, une conjoncture difficile.

VERNIMMEN (2009 : 1061) estime que la défaillance est plutôt une affaire de rentabilité : « une entreprise rencontre des difficultés financières non pas parce qu'elle est trop endettée mais surtout parce qu'elle n'est pas assez rentable ».

Les différentes définitions ci-dessus montrent que les dirigeants ont une grande part de responsabilité dans la défaillance : « une proportion non négligeable de ces facteurs est endogène à l'entreprise. Les erreurs de gestion les plus courantes sont évoquées, suite à des études statistiques » (GRESSE, 1994 : 27). Et, la plupart des erreurs de stratégie et des erreurs de gestions selon PAPIN (2002 : 28), vont se traduire par une détérioration des résultats plusieurs années avant que les difficultés ne mettent l'entreprise en danger.

L'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) dans son : « Acte uniforme portant organisation des procédures collectives d'apurement du passif (AUPCAP) » considère l'entreprise comme défaillante lorsqu'elle est dans l'impossibilité de faire face à son passif exigible à l'aide de son actif disponible. Le passif exigible est l'ensemble des dettes échues et réclamées par les créanciers. Et l'actif disponible est l'actif réalisable c'est-à-dire l'ensemble des actifs qui peuvent procurer rapidement de la liquidité tels que le stock, le recouvrement des créances. Pour connaître le

passif exigible, on s'intéresse au passif circulant ou passif de moins d'un (1) an, et l'actif disponible comprend la banque plus le stock et la créance.

Par contre, pour RAGOT (1997 : 26), il ne faut pas confondre l'état de cessation des paiements avec l'insolvabilité ou la situation irrémédiablement compromise, même si la frontière entre ces deux notions est étroite : « une entreprise peut être en état de cessation des paiements, alors que l'ensemble des actifs qu'elle possède est supérieur au passif. Cette situation peut se rencontrer dans le secteur immobilier. Le promoteur d'un immeuble peut ainsi se trouver dans l'impossibilité de faire face à une dette échue, connaître un état de cessation des paiements alors que la valeur des immeubles inscrits à l'actif de son bilan est bien supérieure à ce qu'il doit ».

Certains auteurs ont d'autres conceptions du risque de défaillance notamment DAMODARAN (2006 : 252) : « le risque de défaillance d'une entreprise est une fonction à deux variables. La première variable est la capacité de l'entreprise à produire des cash-flows à partir de ses activités et la seconde variable est la capacité de l'entreprise à faire face à ses obligations financières (remboursement de capitaux et paiement d'intérêts). Plus les cash-flows sont stables, plus le risque de faillite de l'entreprise sera faible ».

DELAHAYE & al. (2001 : 293) et CHARREAUX (2000 : 32) abondent dans le même sens et définissent la défaillance « comme le risque de non-remboursement des dettes financières ».

Selon HENRIET (1995 : 104), les causes de défaillance des entreprises ne sont pas strictement financières ; elles sont aussi techniques (évolution rapide de la technologie, non-maitrise d'un processus de production...), commerciales (défaillance brutale d'un client important, fermeture d'un marché pour des raisons politiques, modification de la réglementation) ou humaines (décès de dirigeants, difficulté de trouver du personnel compétent, conflit social).

En somme, nous pouvons en déduire que la défaillance est due très souvent à une, deux voire plusieurs des facteurs ci-après :

- économique : lorsqu'il y a baisse de la rentabilité
- financière : lorsqu'il y a une difficulté de trésorerie
- juridique : action de dépôt de bilan.

La défaillance ou la non défaillance d'une entreprise est le résultat d'un travail qu'on appelle souvent l'évaluation ou diagnostic d'entreprises. Lorsque l'on souhaite une introduction en bourse ou à l'occasion d'une opération financière, une offre publique d'achat, une liquidation, plusieurs méthodes d'évaluation sont généralement utilisées. Ainsi, dans la section suivante, nous évoquerons ces différentes méthodes qui permettent d'apprécier une entreprise.

1.2. Les Méthodes d'appréciation d'entreprises

Il existe des méthodes permanentes pour suivre l'évolution de la situation financière d'une entreprise. Ces méthodes consistent à faire des rapports existants entre les postes du bilan ou groupe de postes du bilan ou encore entre ces postes et les résultats.

Le risque de défaillance peut faire l'objet de plusieurs types d'analyses. Plusieurs techniques sont envisageables au gré de l'évolution de la littérature financière :

- la méthode des ratios (Analyse financière statique) ;
- l'analyse des flux (Analyse financière dynamique) ;
- l'analyse du risque ;
- le Scoring et le Rating ;
- etc.

1.2.1. L'analyse financière statique

Selon TAIROU (2006 : 59), l'analyse statique rétrospective vise à apprécier la situation financière d'une entreprise à partir de l'étude principalement de son bilan et dont l'observation permet d'apprécier l'équilibre financier de l'entreprise. L'étude de l'équilibre financier statique est appréciée par la relation entre le fonds de roulement, le besoin en fonds de roulement et la trésorerie. Il fait aussi appel au calcul des ratios statiques.

Le calcul des ratios fournit des informations pertinentes sur la situation d'une entreprise donnée. Mais ces informations doivent d'abord être retraitées car elles sont parfois biaisées par les impératifs liés à la normalisation comptable ou à la réglementation. Ce que pense COHEN (1990 : 84) : « la pertinence de l'analyse statique se trouve largement renforcée lorsqu'elle est précédée par une préparation méthodique des sources d'information, ce qui

requiert le passage du bilan comptable à un bilan financier tenant davantage compte de la réalité économique de l'entreprise ».

Si l'analyse financière statique permet de fournir des éléments essentiels à l'étude, elle demeure toutefois limitée selon plusieurs auteurs notamment COHEN (1990 : 203) : « elle s'intéresse à une situation arrêtée à une date donnée, ce caractère d'antériorité historique apparaît aujourd'hui comme un handicap » et ARCIMOLES & al. (2000 :172) : « l'analyse statique fait de la trésorerie un élément résiduel, alors qu'elle devrait être au cœur de l'étude du risque d'illiquidité ». Dès lors, l'analyse statique ne serait plus à même de mesurer et traduire les perspectives d'avenir et elle doit être complétée par une analyse financière dynamique de l'entreprise.

1.2.2. L'analyse financière dynamique

L'analyse financière dynamique se fonde sur l'étude des tableaux de flux, d'emplois ressources ou de trésorerie afin de diagnostiquer une potentielle vulnérabilité de l'entreprise. Selon ROUSSEL (2011 :189), l'analyse dynamique « s'intéresse à la mesure des flux financiers qui transitent dans l'entreprise ».

Sera défini comme flux, « tout mouvement engendré par une opération ayant un impact, soit immédiat, soit différé sur la trésorerie » (CORHAY &al, 2008: 97). En plus, PARIENTE (2009 : 53) souligne que « c'est par le cash-flow réel apporté ou consommé par les différentes fonctions de l'entreprise que la variation du solde de trésorerie est expliqué ».

Par contre, les mouvements internes entre les diverses unités constitutives de l'entreprise (établissements, départements, services...) n'entrent pas généralement dans son champ d'observation.

En outre, selon ZAMBOTTO (2007 : 1), l'analyse financière contemporaine « privilégie l'analyse dynamique de la situation de l'entreprise contrairement à l'analyse traditionnelle qui basait davantage son diagnostic sur l'étude de données statiques ». L'analyse financière statique étudie la nécessaire adéquation entre les emplois et les ressources d'une entreprise, tandis que l'analyse financière dynamique semble apporter des réponses plus pointues et des éléments de décision plus utiles pour les décideurs et les dirigeants de l'entreprise.

En particulier, si l'analyse financière statique se fonde sur le passé, l'analyse financière dynamique apporte des éléments de réponse sur la viabilité future de l'entreprise. C'est ce que pense CABANE (2008 : 325) : « une entreprise se construit dans le temps. Mais si cette analyse du passé est indispensable, elle doit absolument déboucher sur une démarche prospective, présentant le potentiel de l'entreprise ».

Dans une perspective de continuité de l'exploitation, l'examen des flux de trésorerie à travers le temps, sur plusieurs exercices, est un élément d'appréciation indispensable (PALOU, 2008 : 48).

1.2.3. L'analyse du risque

Pour gérer un risque, la première chose à faire est d'en connaître l'existence. « Il y a risque lorsque l'on confie quelque chose à quelqu'un dès lors qu'il y a possibilité de ne pas récupérer cette chose ou sa contrepartie » (HUTIN, 2010 : 40).

Pour HOARAU (2008 : 161), la notion de risque est assimilée à celle d'événement néfaste ou de danger susceptible de remettre en cause la pérennité de l'organisation. Selon lui, aléa ou menace, le risque doit être géré. Pour l'entreprise, « la prise de conscience des problèmes doit également se faire le plutôt possible, d'où la nécessité de faire pratiquer un diagnostic pour déterminer et contrôler les clignotants » (MEUNIER, 2006 : 173).

La prise de conscience du risque suppose quelque type d'action notamment « analyser et mesurer du risque, c'est-à-dire évaluer l'enjeu soit les gains ou les pertes éventuels, si l'événement se réalise » (GUEDJ, 2001 : 416).

Alors les dirigeants d'entreprises ont pour mission de rendre leur exploitation viable (équilibrer les charges avec les ressources) voire de la développer (ressources supérieures aux charges = production de richesse). Le résultat obtenu leur permettra de survivre (résultat nul) voire d'en assurer la pérennité en la développant (résultat positif).

Selon RIVET (2003 : 103), il existe deux (2) niveaux de risque : exploitation et financier. On appelle « risque d'exploitation (ou risque économique) les variations aléatoires du CAHT qui affectent les prévisions relatives aux différents critères de gestion » (DELAHAYE & al, 2001 : 281). En somme, le risque d'exploitation se traduit par la

variabilité des résultats de l'entreprise. Ces résultats sont soumis aux aléas qui accompagnent son action dans ses domaines d'activité. « Cette sensibilité est conditionnée par la structure des charges, fixes ou variables en fonction de l'activité » (CHARREAUX, 2000 : 61). Le risque financier provient de la « structure de financement de l'entreprise », il apparaît avec l'endettement. Plus elle est endettée, plus le risque de non paiement ou risque financier est élevé.

L'analyse approfondie des risques de l'entreprise impose une veille étendue qui peut s'assimiler à de l'intelligence économique. En ce sens que « la première étape de l'analyse des risques consiste à élaborer un diagnostic financier par « l'analyse en tendance » et par « l'analyse comparative » (BRUSLERIE, 2006 : 446).

D'après MARION (2004 : 94), c'est le rapprochement des tendances dégagées au niveau de l'activité, des charges, des composantes de l'actif et de la structure financière « qui permet de porter un jugement sur l'évolution de la situation de l'entreprise ».

L'analyse en tendance porte sur plusieurs exercices passés. Quant à l'analyse comparative, elle consiste à comparer les soldes et les ratios d'une entreprise avec ceux d'entreprises du même secteur d'activité. « L'idée simple est qu'une entreprise n'est pas performante ou vulnérable dans l'absolu, mais qu'elle est plus ou moins performante ou vulnérable que d'autres » (BRUSLERIE, 2006 : 447).

Ainsi, la mise en œuvre de l'approche comparative se décompose en trois étapes :

- La constitution d'un échantillon de sociétés comparables appartenant au même secteur d'activité, ayant une taille, une structure et un niveau de développement similaires,
- L'identification des indicateurs de performance les plus pertinents permettant de calculer des multiples sectoriels,
- L'application des multiples correspondant aux données financières de la société à évaluer (HUTIN, 2010 : 851).

Enfin, pour analyser le risque d'exploitation, « le résultat d'exploitation s'avère parfaitement adapté », étant donné que c'est le résultat de l'activité qui est en cause (RIVET, 2003 : 103-104).

1.2.4. Scoring et Rating

Le score de défaillance a été mis au point pour permettre de prédire le risque de faillite d'une entreprise. Les modèles de score de défaillance ont été conçus à l'aide des techniques statistiques et des modèles de calcul les plus avancés, en tenant compte de données historiques pour prédire le comportement futur.

Disposant ainsi d'un outil de prévision, le prêteur peut alors piloter son risque par la politique d'octroi basée sur le score : refuser les entreprises ou individus dont la probabilité de défaillance est supérieure à une barre donnée.

Parmi les modèles de score, nous pouvons citer l'approche empirique et l'approche statistique. Il existe dans l'approche empirique, « trois (3) méthodes à savoir la méthode dite des « Cinq C », celle dite de « LAPP » et enfin celle dite « crédit-men » (ZOPOUNIDIS, 1995 :19).

Pour l'évaluation de l'entreprise par « Cinq C », cinq critères d'appréciation sont proposés qui ont tous la propriété mnémotechnique de commencer par la lettre C. Ces cinq critères sont les suivants : Character, Capacity, Capital, Conditions, Coverage (honnêteté, compétence, capital, capacité, garanties). La méthode LAPP s'annonce plus technique que la précédente. Elle se fonde sur les quatre critères suivants : Liquidity, Activity, Profitability, Potential (liquidité, activité, profitabilité, capacité).

La méthode « Credit men » est déjà devenue classique pour la détermination d'une notation globale du risque que fait courir une entreprise à ses créanciers. Elle est pratiquée depuis longtemps aux Etats-Unis par les banques. Elle est parfois dénommée « indice synthétique de Alexander Wall » (ZOPOUNIDIS, 1995 : 20).

Trois types de facteurs sont pris en considération dans la méthode des « crédit-men » :

- le facteur personnel exprimant la compétence de l'équipe dirigeante et du personnel de l'entreprise, avec une pondération de 40% ;
- le facteur économique présentant le potentiel de croissance de la branche de l'entreprise, avec une pondération de 20% ;
- le facteur exprimant la situation financière relative de l'entreprise, avec une pondération de 40%.

Les critiques de l'approche empirique ont abouti à d'autres approches notamment statistiques. L'approche statistique unidimensionnelle et multidimensionnelle fera l'objet du prochain chapitre. Il existe également d'autres méthodes d'appréciations parmi lesquelles on peut citer le Rating qui connaît un développement récent.

Rating est le terme anglais faisant référence au mot notation. Il signifie également évaluation et est utilisé dans plusieurs domaines notamment la notation financière, le commerce, etc...

Selon COHEN (1990 : 387), la notation des titres ou rating consiste à noter ou à classer des titres faisant l'objet de transactions sur un marché de capitaux à l'aide d'un indicateur synthétique. L'appréciation des titres revient en fait à l'appréciation de la signature de l'émetteur et de sa capacité de remboursement.

Cette démarche de notation adopte « le point de vue des investisseurs sur un marché de capitaux et cherche surtout à apprécier la probabilité de remboursement du titre analysé » (COHEN, 1990 : 389).

KARYOTIS (1994 : 16) souligne que le rating désigne à la fois un processus (l'analyse du risque) et son résultat final (la note). Elle a pour l'objectif d'évaluer le « risque de défaillance de l'emprunteur » (CHARREAUX, 2000 : 203).

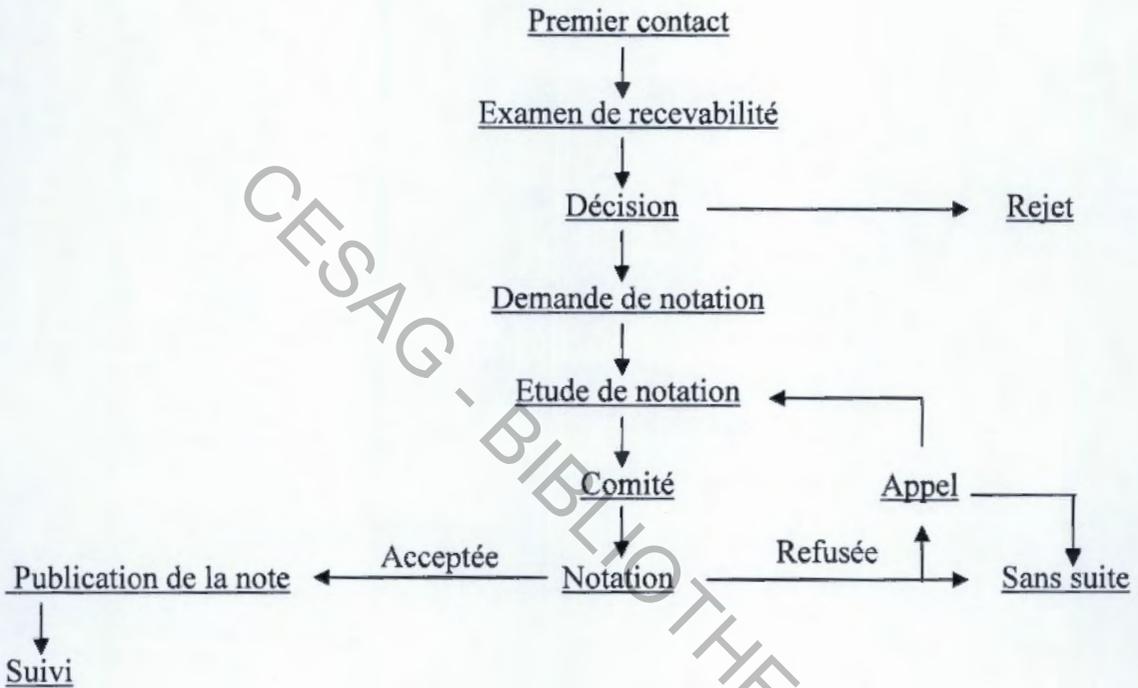
« La notation par rating est établie par un organisme spécialisé, indépendant. Celui-ci opère à la demande de l'émetteur qui souhaite donner aux investisseurs une information digne de confiance sur la qualité des titres qu'il propose sur un marché. L'agence de notation formule un jugement sur le risque, couru par un investisseur, qui détient des titres financiers émis par un emprunteur » (BELLALAH, 2005 : 55).

Pour cela, d'après VERNIMMEN (2009 : 202), l'agence évalue le risque stratégique de l'émetteur en analysant sa position concurrentielle au sein du secteur (part de marché, efficacité industrielle, taille, qualité du management...).

Selon BRUSLERIE (2006 : 435), l'émetteur (ou entreprise) rémunère l'agence et il est associé à la démarche dans la mesure où il s'oblige à mettre à la disposition de l'agence des informations internes. Une fois attribué, la note est diffusée.

Les agences spécialisées les plus connues sont Moody's, Standard & Poor's, Fitch Rating. Selon MOODY'S (2012), l'activité de rating consiste à attribuer des notes à des signatures ou à des titres financiers représentatifs de dettes afin de qualifier le risque attaché aux uns et aux autres. Afin de mieux comprendre le processus, le schéma ci-après détaille les opérations de Rating.

Figure 1 : schéma des opérations de Rating



Source: KARYOTIS (1994 : 25)

Conclusion

Au terme de chapitre, nous retenons que la défaillance a plusieurs définitions, tout dépend de l'interprétation. L'analyse financière statique s'intéresse au passé de l'entreprise et l'analyse dynamique à l'avenir. Les deux analyses sont complémentaires. Le scoring et le rating attribuent des notes aux entreprises, le scoring s'intéresse à peu près à l'ensemble des postes du bilan et du compte de résultat et le rating s'intéresse aux titres émis par l'entreprise. Toutes ces méthodes d'appréciation sont complémentaires dans la mesure où l'objectif recherché est la détection du risque.

Le prochain chapitre consacré à l'approche statistique multidimensionnelle permettra de bien cerner les connaissances nécessaires pour la suite de l'étude.

Chapitre 2 : Approche statistique multidimensionnelle

L'identification des défaillances d'entreprises et d'alertes précoces financières imminentes de détresse sont importantes pour les analystes et les praticiens dans toutes les économies. Même les nations non capitalistes sont concernées par une évaluation de la performance d'une entreprise. En effet, « toutes les nations sont profondément préoccupées pour éviter les crises financières dans les secteurs privés et publics » (LEKSARISAKUL, 2005 : 2).

Les modèles d'évaluation du risque de défaillance par le scoring peuvent être estimés à l'aide de trois approches : empirique, statistique unidimensionnelle et statistique multidimensionnelle. Dans le présent chapitre, nous traiterons de la définition, l'objectif, l'historique de l'approche statistique, les principes de base et enfin la présentation de quelques modèles.

2.1. La définition et l'objectif de l'approche statistique multidimensionnelle

Selon GRESSE (1994 : 39), la surveillance des scores est une technique de prévention qui met à la disposition des dirigeants des clignotants révélateurs de difficultés potentielles. En vue d'obtenir un résultat (score) « prédictif de la vulnérabilité de l'entreprise » (DELAHAYE & al, 2001 : 293).

Une des qualités premières d'une fonction de scoring est d'être simple, ce qui ne signifie pas simpliste (VAN PRAAG, 1995 : 46). Ainsi, « l'objectif de ces fonctions est de diagnostiquer le plus tôt possible les difficultés d'une entreprise, et en particulier celles pouvant conduire à sa défaillance » (HUTIN, 2010 : 213).

Pour VAN PRAAG (1995 : 41), l'objectif premier du crédit-scoring est de déterminer un score, c'est-à-dire un niveau chiffré sensé être la représentation d'un certain risque pour le prêteur.

« TANT OOGHE et JOOS (1990) et LAITINEN (1991) considèrent à juste titre que les techniques statistiques qui permettraient de classer les entreprises dans différentes classes de profil de risque pourraient s'avérer très utiles dans une perspective de prévention de faillite : ces techniques permettraient en effet ainsi de réaliser de façon naturelle le passage de l'optique "prédiction de faillite" à l'optique "prévention de la défaillance", en mettant en exergue :

- d'une part l'évolution de l'entreprise au cours du temps parmi les différentes classes de risque (évolution du risque de faillite) ;
- d'autre part, de manière plus explicative, l'évolution des différentes composantes qui conduisent à ranger une entreprise dans une classe de risque bien particulière (évolution des facteurs financiers particuliers qui, pris conjointement, permettent d'expliquer l'évolution vers la faillite » (AIREPME, 2000 : 14).

Ainsi, le développement et l'utilisation de modèles capables de prévoir la défaillance peuvent être très importants pour les parties prenantes (actionnaires, gestionnaires, salariés, prêteurs, fournisseurs, clients, institutions régionales, Etat) pour deux raisons : (1) comme « systèmes d'alerte », ces modèles sont très utiles pour les gestionnaires d'entreprises qui peuvent entreprendre des actions de prévention contre la défaillance (opération de rachat, de liquidation, de redressement, etc.) ; (2) ces modèles peuvent aussi être utiles pour les professionnels des établissements financiers dans l'évaluation et la sélection des entreprises dans lesquelles ils vont investir en fonds propres ou en prêt (ZOPOUNIDIS, 1995 : 7).

En outre, la fiabilité du score du point de vue prédictif s'accroît en principe avec la taille et l'homogénéité de l'échantillon observé et le nombre de ratios retenu (HENRIET, 1995 : 103).

Enfin, l'opération de traduction du risque en une valeur est l'objectif et la raison d'être du crédit-scoring. L'approche statistique multidimensionnelle est un outil d'aide à la décision (VAN PRAAD 1995, 42-44).

2.2. Aperçu des études de prévention de faillite

Au cours des dernières années, de l'information comptable et financière, ainsi que des ratios financiers, ont été utilisés pour générer des modèles de prédiction de faillite basés sur des techniques, des méthodes et des méthodologies.

Selon RIVET (2003 :115), le développement de modèles de prédiction de faillite a été initié par ALTMAN en 1958 aux Etats Unis. En France, les travaux les plus importants furent ceux de J.CONAN et M.HOLDER et ceux de la Banque de France.

Les premières études concernant l'analyse des ratios pour la prédiction de faillite ont été des études unidimensionnelles. Ces études ont porté sur des ratios individuels et des ratios parfois comparés à des entreprises non performantes. Les études unidimensionnelles ont eu d'importantes implications pour le développement futur des modèles, comme ils ont jeté les bases de l'approche multidimensionnelle de prévision de défaillance.

FITZPATRICK (in BELLOVARY & al, 2007 : 3) a comparé 13 ratios d'entreprises saines et défaillantes (19 de chaque entreprise d'état). Il a constaté que, dans l'écrasante majorité des cas, les entreprises qui réussissent, affichent des ratios favorables tandis que les entreprises ayant fait faillite avaient des ratios défavorables en comparaison avec les ratios «standards» et des ratios tendances.

FITZPATRICK a rapporté que deux ratios sont significatifs : situation nette à la dette et les bénéfices nets à leur situation nette. Aussi, il a suggéré que moins d'importance devrait être mise sur le ratio de liquidité générale (actif à court terme / passif à court terme) et le ratio de liquidité immédiate : (actifs réalisables+disponibles/passif à court terme) pour les entreprises comptant des passifs à long terme.

SMITH et WINAKOR (in OLUWO, 2007 :12) ont analysé 183 rapports d'échec des entreprises d'une variété d'industries dans une étude de suivi de 1930. Ils ont trouvé que le fonds de roulement à l'actif total était un meilleur prédicteur des problèmes financiers que les deux ratios suivants : le disponible (espèces) à l'actif total et le ratio de liquidité immédiate. Ils ont également constaté que le ratio (actifs à court terme/ total actif) faible est interprété comme la firme qui est proche de la faillite.

Nous pouvons noter dans les études de 1930 à 1965 sur la prévision de défaillance, que quatre des études, ont indiqué que « le fonds de roulement à l'actif total a été un important indicateur du déclin financier. Le ratio de liquidité générale a également été notifié à un ratio important » (BELLOVARY & al, 2007 : 3).

Cependant, deux des études ont indiqué que le ratio de liquidité générale n'était pas aussi utile que le fonds de roulement à l'actif total. Ces premières études ont jeté les bases pour les études qui ont suivi. Comme on le verra dans le prochain paragraphe, les modèles de prévision de défaillance ont commencé à se développer avec BEAVER (1966) (étude unidimensionnelle) et ont continué à évoluer depuis lors.

BEAVER (1966) a constaté que le ratio revenu net au total dettes avait la plus forte capacité prédictive (92% de précision un an avant l'échec), suivi du ratio revenu net sur les ventes (91%) et le revenu net à l'actif net, des flux de trésorerie à la dette totale, flux de trésorerie à l'actif total (chacune avec une précision de 90%).

Dans ses suggestions pour la recherche-avenir, BEAVER (in BELLOVARY & al, 2007: 4) a indiqué que la possibilité des ratios considérés comme multiples ont plus la capacité prédictive que les ratios simples. Il y a eu quelques études unidimensionnelles depuis BEAVER (par exemple, (PINCHES & al, 1975), (CHEN et SHIMERDA, 1981)); etc.

Cette approche unidimensionnelle a reçu des critiques. La principale critique adressée est que le pouvoir discriminant de chaque ratio est étudié de manière isolée d'où le développement d'une approche multidimensionnelle (HENRIET, 1995 :102) et (ZOPOUNIDIS, 1995 : 23).

La première étude multidimensionnelle a été publiée par Altman (1968). Altman a utilisé l'analyse discriminante multidimensionnelle pour développer un modèle à cinq facteurs pour prédire la faillite des entreprises manufacturières : « Les données utilisées dans cette étude sont limitées aux entreprises manufacturières » (ATLMAN, 1968 : 589).

Le «Z-score», comme il l'appelait, a prédit la faillite si le score entreprise est tombé dans une certaine fourchette. Le modèle Altman avait mis la capacité prédictive pour l'échantillon initial d'un an avant l'échec (95% de précision).

Cependant, la capacité prédictive du modèle, « a chuté considérablement en large à partir de là, avec seulement 72% de précision deux ans avant l'échec, en baisse de 48%, 29% et 36% de précision de trois, quatre et cinq ans avant la panne, respectivement » (BELLOVARY & al, 2007 : 4).

Depuis l'étude d'Altman, le nombre et la complexité des modèles de prévision de défaillance ont considérablement augmenté. On énumère 165 études de prévision de défaillance en commençant par BEAVER (1966) et ALTMAN (1968) jusqu'à 2007. Il n'y avait qu'une seule autre étude (DANIEL, 1968) outre CASTOR et ALTMAN qui a été publiée à la fin des années 1960. Les numéros ont commencé à grimper à partir de là : 28 études dans les années 1970; 53 études dans les années 1980; 70 études dans les années 1990. Entre 2000 et 2007, il y a eu 11 études (BELLOVARY & al, 2007 : 4).

Les modèles plus populaires sont utilisés par des banques ou des organisations d'épargne et de prêt pour prédire la défaillance. Nous pouvons citer : MEYER et PIFER (1970); SINKEY (1975); BELL & al. (1990); TAM (1991); TAM et KIANG (1992); MARTIN-DEI-BRIO et SERRANO-CINCA (1995); HENEERY (1996); ALAM & al. (2000), etc.

Récemment, des modèles ont été développés pour plus d'industries uniques, tels que les entreprises d'accueil (GAO, 1999), de l'informatique / logiciels des entreprises (SHAH et MURTAZA, 2000), casinos (PATTERSON, 2001) et les entreprises sur Internet (WANG, 2004). FARAJZADEH DEHKORDI (2007), le modèle a été développé pour prédire la faillite des sociétés admises à la bourse de Téhéran en utilisant une technique algorithme réalisé sur 72 entreprises défaillantes et 72 non-défaillantes. Ce modèle a été en mesure de prédire avec un taux d'exactitude de 94%.

Il est également important de considérer combien de temps avant le modèle est capable de prédire la faillite avec précision. La plupart des exactitudes discutées ci-dessus sont les taux de précision obtenus une année antérieure à l'échec.

Toutefois, d'après BELLOVARY & al (2007 : 10), certains modèles sont capables de prédire la faillite bien plus tôt. Par exemple, le modèle DEAKIN (1972) pouvait prédire la faillite avec une précision de 96% deux années antérieures à l'échec. SIMILRLY DE DWYER (1992), le modèle prédit la faillite avec 97% de précision trois ans avant l'échec. Mieux encore, l'assurance-emploi HENNAWY et MORRIS (1983), le modèle pourrait prédire avec précision la faillite dans 100% des cas pouvant aller jusqu'à cinq ans avant échec. De toute évidence, un modèle qui est capable de prédire avec précision devient plus précieux.

Enfin, chaque étude aboutit à une fonction discriminante différente, mais tous les modèles démontrent que les symptômes de difficulté sont détectables plusieurs années avant la défaillance (GRESSE, 1994 : 36).

2.3. Principes de base de l'approche statistique

Depuis un certain nombre d'années, « les analystes financiers utilisent une variété des techniques statistiques multidimensionnelles pour procéder au choix des indicateurs dans l'évaluation de la santé financière des entreprises privées » (GANESALINGAM, 2001 : 45). Selon toujours le même auteur, l'approche statistique multidimensionnelle comprend

quatre principales techniques : l'Analyse Factorielle Exploratoire (AFE), l'Analyse Discriminante (AD), l'Analyse en Composantes Principales (ACP) et l'Analyse Canonique (AC).

Parmi ces techniques, nous remarquons que lors de l'élaboration des modèles, beaucoup de chercheurs ont opté pour l'analyse discriminante car elle permet de connaître le poids explicatif des ratios. Ensuite, elle permet de ranger chaque ratio du plus significatif au moins significatif. D'un point de vue théorique, l'approche statistique utilise les résultats d'analyses discriminantes sur variables nominales ou continues pour construire une « fonction score » (LEBART & al, 2000 : 277).

L'analyse discriminante est une méthode d'analyse de données de caractère explicatif. « Cette méthode permet de mettre en évidence les liaisons existant entre un caractère qualitatif à expliquer (défaillance/non défaillance) et un ensemble de caractères explicatifs (ratios financiers) » BOUROCHE et SAPORTA (in ZOPOUNIDIS, 1995 : 23).

Une fonction score est composée d'une batterie de ratios auxquels un coefficient de pondération est affecté. L'ensemble forme ce qu'on appelle une fonction discriminante ; c'est la valeur de cette fonction qui donne une idée du risque de défaillance de l'entreprise. Les valeurs des fonctions doivent être calculées sur des exercices successifs afin de cerner la tendance (RAGOT, 1999 : 38).

Complétons cette définition par celle de RIVET (2003 :116) qui a le mérite d'être facile à comprendre et, déclare que l'analyse discriminante linéaire décisionnelle est une méthode statistique qui, appliquée à des échantillons d'entreprises observées sur les années et dont on connaît les situations respectives, établit un indicateur simple. Cet indicateur de classement entre deux états alternatifs est une combinaison linéaire de ratios quantitatifs, qu'on appelle « fonction score ».

L'origine de cette méthode remonte aux travaux de FISHER (1936) ou, de façon moins directe, à ceux de MAHALANOBIS (1936). Elle est une des techniques d'analyse multidimensionnelle les plus utilisées en pratique : crédit scoring, diagnostic automatique, contrôle de qualité, prévision de risques, reconnaissance des formes (LEBART & al, 2000 : 251).

L'analyse discriminante peut se présenter sous deux formes différentes : l'une factorielle, l'autre décisionnelle. En matière d'analyse du risque de défaillance, les données de départ nécessaires pour appliquer l'analyse discriminante sont les suivantes : un groupe d'entreprises défaillantes, un groupe d'entreprises saines, des ratios financiers mesurés sur chaque entreprise.

Selon CASTA et ZERBIB (in ZOPOUNIDIS 1995 : 24), l'analyse discriminante factorielle a pour but de répondre aux questions: les groupes d'entreprises se différencient-ils sur l'ensemble des ratios financiers ?

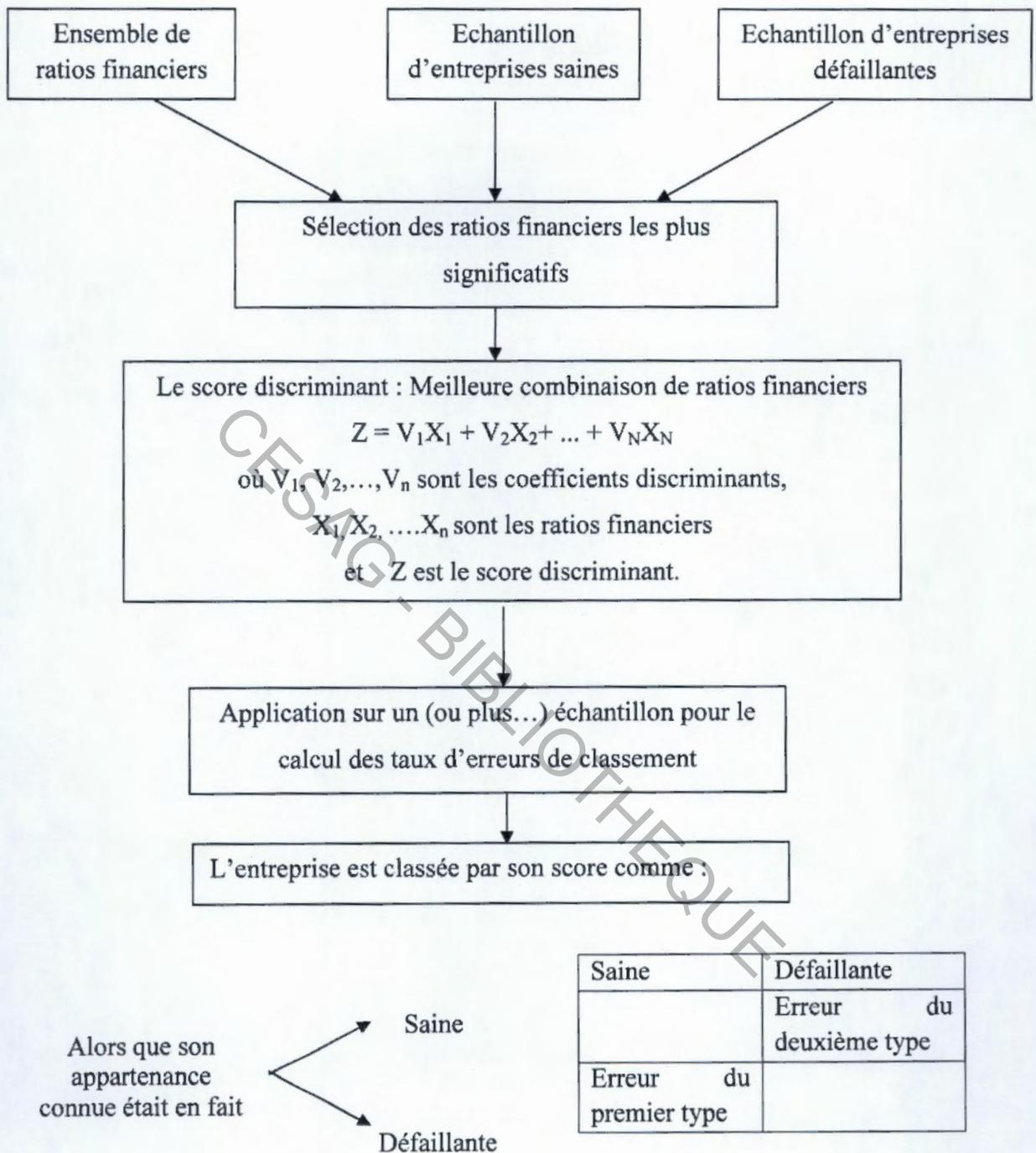
L'analyse discriminante décisionnelle, selon les mêmes auteurs, a pour but de répondre aux deux questions suivantes :

- ✓ la seule connaissance de la valeur des ratios financiers et de leur importance relative (fonction discriminante) permet-elle de reclasser les entreprises (dont on connaît le groupe d'appartenance) dans leur groupe initial ? Peut-on estimer l'erreur de classement commise ?
- ✓ la seule connaissance de la valeur des ratios financiers et de leur importance relative (fonction discriminante) permet-elle de classer les entreprises (dont on ne connaît pas le groupe d'appartenance) dans l'un des deux groupes avec une probabilité d'erreur de classement minimum ?

Prévoir un risque de défaillance n'est jamais sans risque d'erreur (VAN PRAAG, 1995 : 45). Ainsi, l'introduction d'une tolérance d'erreur permet en fait de définir « trois zones de décisions sur la fonction score : la zone des scores élevés, celle des scores faibles et une zone d'indécision pour laquelle un individu n'est pas automatiquement classé » (LEBART & al, 2000 : 277).

De nombreuses présentations de l'analyse discriminante en matière d'évaluation du risque de défaillance sous un angle pédagogique, ont déjà été faites. Nous nous bornerons ici à présenter le schéma d'analyse discriminante proposé par MALECOT (1986) repris par ZOPOUNIDIS (1995) qui résume la procédure d'évaluation du risque de défaillance (schéma ci-dessous).

Figure 2 : Schéma d'analyse discriminante



Source : ZOPOUNIDIS (1995 : 25).

2.4. Présentation de quelques modèles discriminants

Le but de cette section est de présenter quelques modèles discriminants développés dans différents pays (un panorama détaillé des applications de l'analyse discriminante).

2.4.1. Le modèle de J.CONAN et M.HOLDER (1978)

L'étude de CONAN et HOLDER, réalisée en 1978, a porté sur la détérioration de la situation financière des P.M.E françaises. Ont été définis une batterie de 31 ratios et un échantillon de 95 P.M.E.

CONAN et HOLDER retiennent 5 ratios dans leur fonction discriminante :

$$Z = -0,16X_1 - 0,22X_2 + 0,87X_3 + 0,10X_4 - 0,24X_5$$

X_1 : Actif (réalisable + disponible) / Actif total

X_2 : Capitaux permanents / Passif Total

X_3 : Frais financiers / Chiffre d'affaires (H.T)

X_4 : Frais de personnel / Valeur ajoutée

X_5 : E.B.E / Dettes totales.

Les règles de décision sont remplacées par des probabilités affectées aux différents scores pris par la fonction Z :

Tableau 1 : Interprétation des scores de CONAN et HOLDER

Score	Probabilité de défaillance (%)
+0,210	100
+0,048	90
+0,002	80
-0,026	70
-0,068	50
-0,087	40
-0,107	30
-0,131	20
-0,164	10

Source : CHAHBI (2005 :117)

Le reclassement correct des entreprises défailtantes a été de 84% un an avant la défaillance, de 64% deux ans avant et 55% trois ans avant.

2.4.2. Le modèle discriminant d'Altman et Lavalee (1981)

A partir de 11 ratios financiers et d'un échantillon de 27 entreprises canadiennes défailtantes entre 1970 et 1979 et de 27 autres non défailtantes pendant la même période, les deux auteurs ont construit la fonction discriminante suivante :

$$Z_c = - 1,626 + 0,234X_1 - 0,531X_2 - 1,002X_3 + 0,972X_4 + 0,612X_5$$

où X_1 = Chiffre d'affaires/Actif total

X_2 = Dettes totales/Actif total

X_3 = Actif circulant/Dettes à court terme

X_4 = Bénéfice net / Dettes totales

X_5 = Taux de croissance des capitaux propres – Taux de croissance des actifs

Les deux auteurs proposent la règle de classement suivante :

$Z_c > 0 \rightarrow$ entreprise saine,

$Z_c < 0 \rightarrow$ entreprise défailtante.

Ce modèle discriminant a fourni 83,3% de bons classements un an avant la défaillance. Utilisé sur un échantillon- test, le modèle a donné 73%, 53% et 50% de bons classements respectivement 2, 3 et 4 ans avant la défaillance.

2.4.3. Le modèle discriminant de Grammatikos et Gloubos (1984)

La fonction discriminante proposée par Grammatikos et Gloubos (1984) résulte de l'utilisation d'une batterie comportant au départ 17 ratios financiers et d'un échantillon de 58 entreprises industrielles grecques (29 entreprises défailtantes/29 entreprises saines) sur la période 1977-1981. La formule de la fonction discriminante est la suivante :

$$Z_g = - 0,863 - 2,461X_1 + 5,330X_2 - 0,022X_3 + 3,676X_4 + 3,543X_5 + 4,223X_6$$

où X_1 = actif circulant/actif total

X_2 = fonds de roulement net/ actif total

X_3 = stocks/ fonds de roulement net

X_4 = comptes à payer/actif total

X_5 = bénéfice net /dettes à court terme

X_6 = marge brute/actif total.

Les deux auteurs établissent la règle de classement suivante :

$Z_g > 0 \rightarrow$ entreprise saine,

$Z_g < 0 \rightarrow$ entreprise défaillante.

Ce modèle a fourni 91%, 78% et 70% de bons classements respectivement 1 an, 2 ans et 3 ans avant la défaillance.

2.4.4. Le modèle discriminant de Bardos (1989)

On présentera ici une fonction discriminante établie par Bardos (1989) pour le compte de la Banque de France. Cette fonction discriminante concerne les PME du bâtiment et génie civil et agricole pour la période d'étude allant de 1976 à 1984. L'auteur propose la fonction discriminante B suivante :

$$100B = - 0,766R_1 + 12, 307R_2 - 6,609R_3 - 8,695R_4 - 4,092R_5 - 1,933R_6 + 215,333$$

où R_1 = frais financiers/résultat économique brut + produits et charges hors exploitation

R_2 = résultat économique brut/production HT

R_3 = frais financiers/endettement moyen

R_4 = concours bancaires de trésorerie/production HT

R_5 = provisions du bilan/ ressources propres

$R_6 = \text{dettes diverses d'exploitation} / \text{production HT}$.

A partir de cette fonction, l'auteur présente la règle de classement suivante :

- ✓ $B > 0,125$ (zone favorable) → entreprise normale
- ✓ $-0,125 \leq B \leq 0,125$ (zone neutre) → les trois catégories d'entreprises (normales, vulnérables et défaillantes) sont présentées dans des propositions voisines des probabilités à priori ;
- ✓ $B < 0,125$ (zone défavorable) → entreprise en difficulté (défaillante ou vulnérable).

Ce partage de la fonction B en zones, selon l'auteur, conduit à de bons classements de l'ordre de 68 à 72,6% des PME, à de mauvais classements variant entre 22 et 24%, le reste des entreprises ne pouvant être classé (cas incertain).

2.4.5. La méthode des scores Banque de France

La Banque de France dispose de la Centrale des bilans à la fois la plus importante de France puisqu'elle regroupe 35 000 entreprises, et la plus ancienne puisqu'elle existe depuis 1969. « Cet échantillon a été élargi à 160 000 en intégrant le fichier bancaire des entreprises » (VERNIMMEN 2009 : 203).

Les sociétés de l'échantillon qui n'appartiennent pas au secteur des services, des transports et du commerce doivent en outre respecter des ratios de cohérence de bilan tels une valeur brute des immobilisations positive, une valeur nette des immobilisations positive, une valeur ajoutée positive et des capitaux propres plus endettement net positifs.

La centrale des bilans de la Banque de France a mis au point un système complet de détection qui s'appuie sur un appareil statistique très élaboré. L'étude utilise une batterie de 19 ratios. Les résultats obtenus conduisent à la formulation de 3 fonctions scores : Z , Y_1 , Y_2 .

La fonction Score Z qui discrimine les entreprises défaillantes et les entreprises normales est formulée comme suit :

$$100Z = - 1,255X_1 + 2,003X_2 - 0,824X_3 + 5,221X_4 - 0,689X_5 - 1,164X_6 + 0,706X_7 + 1,408X_8 - 85,544$$

Avec

X_1 = Frais financiers/ Résultat économique brut

X_2 = Ressources stables/ Capitaux investis³

X_3 = CAF/ Endettement total

X_4 = Résultat économique brut/ CA HT

X_5 = Dettes commerciales/ Achats TTC

X_6 = $VA_{(n)} - VA_{(n-1)} / VA_{(n-1)}$

X_7 = Stock de travaux encours – Avances clients « Créances commercialisées »
/ Production TTC

X_8 = Investissements physiques / VA.

La fonction Z permet de dégager les seuils suivants :

$Z_{bf} > 0,125 \rightarrow$ entreprise normale ;

$Z_{bf} < 0,125 \rightarrow$ entreprise présente des caractéristiques comparables à celles des entreprises défaillantes durant les trois dernières années de leur activité ;

$- 0,250 < Z_{bf} < + 0,125 \rightarrow$ Zone d'incertitude.

2.5. Apports de l'approche statistique multidimensionnelle

L'approche statistique surtout multidimensionnelle a fait un apport considérable dans la détection des entreprises défaillantes. Les modèles d'évaluation du risque de défaillance

³ Capitaux investis = valeurs immobilisées brutes + BFRE

fondés sur l'analyse discriminante ont fourni une contribution importante à l'appréciation globale de la situation financière de l'entreprise.

D'après ZOPOUNIDIS (1995 : 28), LEVASSEUR et QUINTART les considèrent comme des « constructions intellectuellement séduisantes ». Selon, les mêmes auteurs, ils constituent un outil attractif pour les praticiens au vu des objectifs et des conclusions que ces derniers peuvent en tirer, et c'est sans doute la raison pour laquelle la plupart des organismes de crédit ont développé leur propre modèle du risque de défaillance (par exemple la Banque de France, la Société Générale, etc.).

VERNIMMEN (1978) examine les apports des modèles discriminants du point de vue du risque encouru par le créancier (risque du crédit). Il cite comme apports importants :

- « l'automatisation » de la procédure d'accord de crédit, puisque ces modèles permettent une analyse plus rapide des différents aspects de l'entreprise (structure financière, rentabilité solvabilité, etc.) ;
- une réduction probable du coût des services bancaires à long terme et un meilleur usage des possibilités de crédit ;
- une plus grande souplesse de l'analyse du crédit en rejetant l'utilisation de normes peu objectives et en procédant à une analyse plus économique de l'évolution d'une entreprise ;
- la rationalisation et la systématisation à partir de données objectives (quantitatives) ; mais ces modèles ne tiennent pas compte du paramètre de la relation banque-entreprise qui est importante dans une procédure d'analyse du risque du crédit.

COHEN (1987) considère que, dans le domaine de l'analyse financière, les modèles discriminants apportent trois contributions utiles :

- (1) Dans une optique prévisionnelle et rétrospective, ils permettent une approche efficace du risque de défaillance soit dans un but d'autodiagnostic, soit dans une perspective de surveillance des risques par les partenaires extérieurs ;
- (2) Ces modèles permettent également de déterminer les ratios financiers et les combinaisons de ratios les plus efficaces pour prévoir les difficultés d'entreprises ;

(3) L'élaboration de ces modèles a nécessité une étude des caractéristiques des entreprises à risque, ce qui représente une source d'information importante pour la connaissance des comportements financiers des entreprises.

Enfin, « on peut dire que le score constitue un indicateur d'alarme qui doit permettre au chef d'entreprise d'agir pour prévenir la défaillance. C'est en ce sens qu'il constitue un outil d'aide au guidage de l'entreprise » (RIVET, 2003 : 117).

Pour les recherches futures, certains auteurs comme VAN PRAAG (1995 : 46) recommandent « l'intégration d'autres critères plus qualitatifs » car selon lui, l'avenir d'une entreprise ne peut pas dépendre uniquement des critères financiers.

Conclusion

Ainsi, après une présentation des différents modèles de l'approche statistique multidimensionnelle et un aperçu historique des études de prédiction, nous retenons qu'il y a plusieurs modèles qui ont été développés dans divers pays avec un même objectif : prévenir. Altman (1968) fut le premier à faire une étude multidimensionnelle. Ensuite, plusieurs auteurs à travers le monde ont créé d'autres modèles statistiques multidimensionnelles dans divers secteurs comme l'industrie, le BTP, l'hôtellerie, l'informatique...

Le processus de défaillance d'une entreprise apparaît donc très complexe en raison des phénomènes d'interaction qui lient entre eux les différents aspects d'une entreprise. Toutefois, en synthétisant les conclusions de ces diverses études, on retrouve, de façon quasi systématique, les ratios de l'équilibre financier, la liquidité et la solvabilité.

Dans le prochain chapitre, nous décrivons la méthodologie d'étude permettant d'atteindre l'objectif de cette étude.

Chapitre 3 : La méthodologie de l'étude

Les deux premiers chapitres nous ont permis d'identifier plusieurs modèles d'évaluation du risque de défaillance d'entreprise. Parmi ces modèles, nous avons retenu trois : le modèle Grammatikos-Gloupos, modèle Bardos et le Modèle Conan & Holder (pour confirmer les résultats des deux premiers) car ces modèles peuvent expliquer le risque de défaillance de l'entreprise étudiée. Ces modèles n'utilisent pas dette à longs termes comme variable. De 2008 à 2010, Builders Diawara Solar n'avait pas de dettes à longs termes dans son bilan.

Parallèlement, nous avons effectué des enquêtes auprès des professionnels du domaine pour se faire une idée des causes de défaillance d'entreprise au Mali. Le questionnaire et la liste de l'échantillon sont joints en annexe.

La méthodologie de l'étude a permis de mettre en place une méthode bien définie pour atteindre le but de notre étude à travers un modèle d'analyse. Ce chapitre traitera d'abord du modèle d'analyse, ensuite les outils de collecte de données que nous utiliserons et enfin les méthodes d'analyse des données et les recommandations.

3.1. Le modèle d'analyse

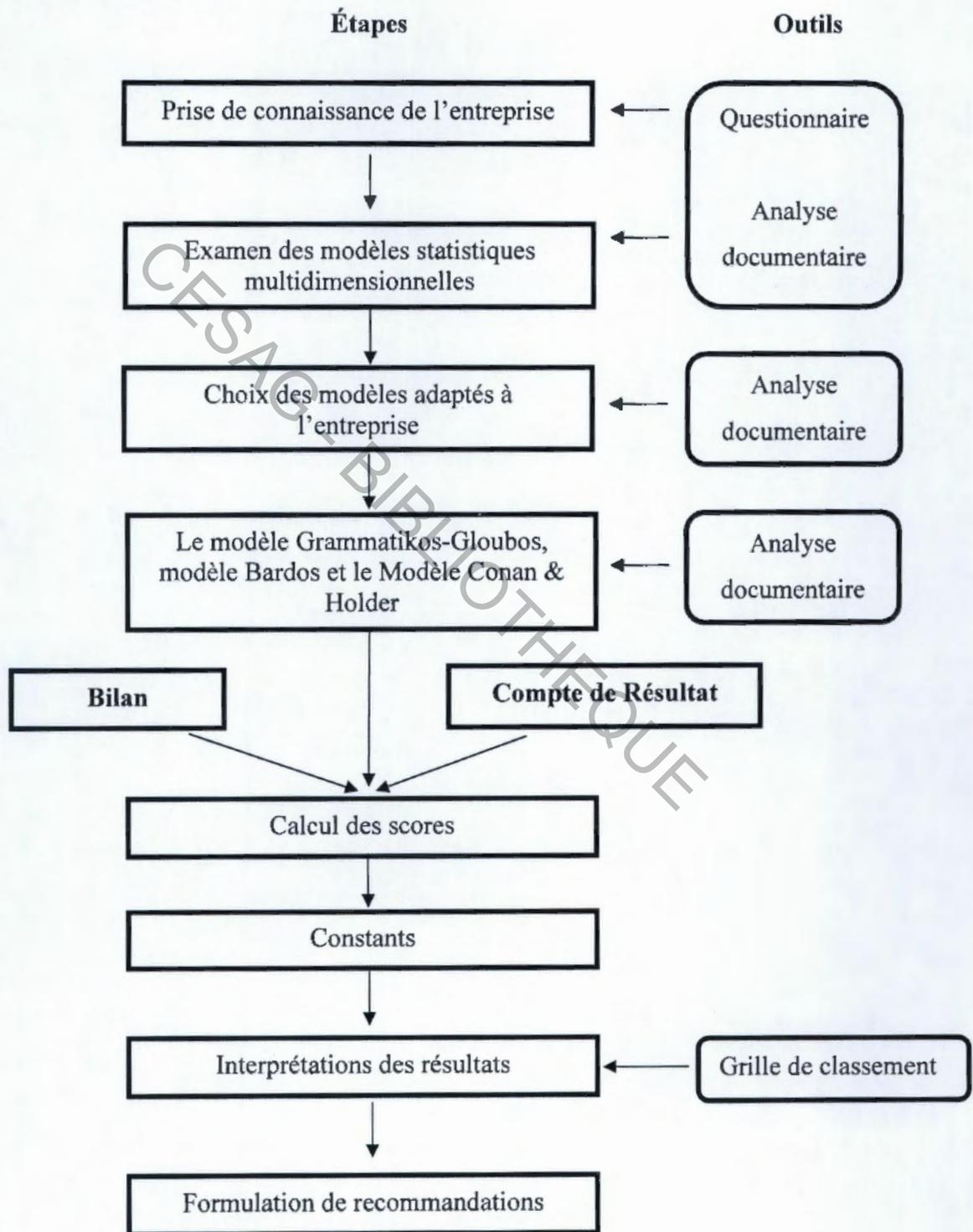
Le modèle d'analyse, résultat de la revue de littérature est la modélisation des principales étapes de l'appréciation du risque de défaillance à partir des éléments entrant dans le cadre de notre étude. La première étape sera la connaissance des modèles d'appréciation du risque de défaillance, la seconde étape sera le choix des modèles adaptés à l'entreprise. La troisième étape sera le calcul et l'analyse des scores.

La défaillance d'entreprise est un phénomène complexe. C'est pourquoi, dans la construction des scores, nous allons privilégier la seule approche comptable, quantifiable et largement applicable. Les variables utilisées par le score sont les informations caractéristiques de l'entreprise (actifs immobilisés, capitaux propres, le bénéfice net, etc.). Les ratios choisis synthétisent plusieurs approches financières de l'entreprise : les performances, l'autonomie financière, la solvabilité...

3.1.2 Schématisation du modèle

Le modèle ci-dessous présente les différentes étapes de l'appréciation du risque de défaillance ainsi que les différents outils utilisés.

Figure 3 : Modèle d'analyse



Sources : nous même

3.2 Outils et techniques de Collecte des données

Cette section est consacrée à la description des méthodes et outils de collecte des données nécessaires à l'appréciation du risque de défaillance par l'approche statistique multidimensionnelle.

Plusieurs outils sont exposés dans la littérature et utilisés par les entreprises. Nous utiliserons différentes sources d'informations. Toutefois afin d'atteindre l'objectif de notre étude, nous allons avoir recours aux Etats financiers précisément le Bilan et Compte de Résultat. Nous allons également utiliser un questionnaire pour identifier les causes de défaillance des entreprises maliennes. Cette démarche se fera à travers l'analyse documentaire et le questionnaire.

3.2.2 Le questionnaire

Pour la réalisation de notre étude, nous avons conçu un questionnaire pour nous faire une idée des différents facteurs de défaillance.

Pour réaliser cette enquête, nous établirons un questionnaire destiné essentiellement aux Experts comptables, aux Comptables agréés et aux Auditeurs.

L'échantillon constitué sera :

- ✓ de convenance : nous sélectionnerons un échantillon à notre portée pour recueillir l'information ;
- ✓ et raisonné : nous choisirons l'échantillon en fonction de sa capacité à nous fournir une information fiable.

Ainsi, sur la base des critères cités ci-dessus, l'échantillon retenu sera constitué de 35 Experts comptables, Comptables agréés et Auditeurs. Le format du questionnaire et la liste de l'échantillon sont joints en annexe n°22 (page 96).

3.2.3 L'analyse documentaire

Elle consistera à exploiter les documents internes de Builders Diawara Solar en vue de collecter certaines données entrant dans la réalisation de notre étude. Ainsi pour mieux

connaître l'entité et cerner le risque de défaillance, nous allons consulter les documents suivants :

- états financiers (de 2006 à 2010) ;
- les rapports de gestion (de 2006 à 2010) ;
- les notes internes de présentation ;
- l'organigramme.

3.2.4 Grille de classement

La grille de classement des résultats est établie par chaque auteur suivant son modèle. Elle permet de classer l'entreprise dans la zone d'appartenance au regard des scores obtenues (chapitre 2, section 4). Cette zone peut normale c'est-à-dire entreprise saine ou zone défavorable (entreprise défaillante).

3.3 Analyse des données

Pour le traitement des données, nous allons utiliser Microsoft Excel pour le calcul du score, pour le dépouillement des résultats du questionnaire, la saisie et l'analyse des données. Nous procéderons à une comparaison des résultats afin de nous prononcer sur le risque de défaillance.

3.4 Recommandations

Nous allons procéder à la fin de l'analyse à des recommandations, pour contribuer à l'amélioration de la performance financière de l'entreprise. Ces recommandations découleront des analyses faites précédemment.

Conclusion

Ce chapitre nous a permis non seulement de modéliser notre démarche d'appréciation du risque de défaillance par l'approche statistique multidimensionnelle, mais aussi de la décrire, de présenter les méthodes et outils à utiliser pour réaliser cette étude.

Conclusion de la première partie

Au terme de cette partie théorique, nous avons vu que la défaillance à plusieurs définitions et nous avons constaté que plusieurs modèles de scores ont été élaborés dans plusieurs pays et dans nombreux secteurs, ils ont tous un même objectif : détecter.

L'approche statistique multidimensionnelle fut un processus long et est devenu un outil remarquable pour les analystes financiers pour détecter des risques de défaillance. Les banques ont créé à leur tour des modèles propres notamment la Banque de France avec un modèle pour chaque branche d'activité.

La discordance de conclusions entre les modèles peuvent, bien sûr, être en partie attribuée au fait que les études portent sur des périodes différentes, des pays et des secteurs d'activités. Un autre facteur peut être que la quasi-totalité de ces études n'ont pas un cadre théorique pour guider l'effort de recherche empirique. En l'absence d'une théorie qui fournit des hypothèses vérifiables, chaque résultat empirique doit être évalué selon ses propres mérites et on ne peut qu'espérer que les schémas de sortir de la multitude de résultats. Ce n'est évidemment pas le cas dans la prédiction par défaut.

Pour mener à bien notre étude, il était impérieux de définir un modèle d'analyse avec une identification des variables issues du modèle, des indicateurs convenablement triés et des mesures appropriés. Ces outils seront indispensables pour notre travail d'apprécier le risque de la défaillance par l'approche statistique multidimensionnelle de Builders Diawara Solar dont nous amorcerons le cadre pratique du mémoire par sa présentation.

DEUXIÈME PARTIE : CADRE PRATIQUE

CESAG
BIBLIOTHEQUE

Introduction

Après le cadre théorique qui nous a permis de faire la revue littéraire et le modèle d'analyse, nous verrons dans cette seconde partie, le cadre pratique. Nous ferons une présentation de Builders Diawara Solar à travers son historique, le type d'organisation, ses activités...

L'accent sera également mis à la situation financière de l'entreprise. A la fin de cette partie, nous envisagerons de faire une appréciation par l'approche statistique multidimensionnelle.

Cette deuxième partie est composée de trois (3) chapitres à savoir une présentation de BDS (Chapitre 4), une analyse de la situation financière de BDS (Chapitre 5) et le cas pratique de l'approche statistique multidimensionnelle (chapitre 6).

CESAG - BIBLIOTHEQUE

Chapitre 4: Présentation de Builders Diawara Solar

Le présent chapitre est axé sur une entreprise malienne opérant dans un secteur d'activité en pleine croissance qui est par ailleurs, concurrencé par des grandes entreprises internationales, sous-régionales et nationales. Builders Diawara Solar est une société anonyme de droit malien au capital de 1 090 000 000 FCFA et dont le siège est à Bamako au Mali.

Dans ce chapitre, nous développerons neuf (9) sections à travers une description de la société, un historique général, une description de l'organisation, du fonctionnement, les prestations, les missions et les activités, le marché du BTP, et un sommaire des réalisations.

4.1 Description de la société :

Builders Diawara Solar est une filiale d'IBI Group créée en 1996 par l'Opérateur économique malien Ibrahima Diawara, spécialisée dans le domaine du BTP (Bâtiments et Travaux Publics), de l'énergie solaire et de la Télécommunication. Builders Diawara Solar a réalisé en 2010 un chiffre d'affaires d'un milliard cinquante-cinq millions contre neuf cent soixante millions de francs CFA en 2009 soit une progression de 61%. Builders-Diawara-Solar est dépendante des marchés publics comme les autres entreprises locales du secteur dont la concurrence est très rude. Elle dispose de moyens matériels conséquents et du personnel qualifié et motivé pour mener ces activités.

La majeure partie des effectifs employés par BDS demeurent des journaliers sans contrats. En effet, elle emploie une trentaine d'agents permanents et une centaine de personnel contractuel (contrats à très courte durée liés aux chantiers) et de journaliers. BDS figure dans le peloton des 5 meilleurs entreprises BTP au Mali durant les trois dernières années.

4.2 Historique de Builders-Diawara-Solar

Fruit de la fusion de Builders SA et de Diawara Solar Energy SARL, c'est en quête de nouveaux projets porteurs que fut créée la Société Builders Diawara Solar qui a l'ambition de s'affirmer encore plus dans le BTP.

Au départ il y eut la société Diawara Solar Energy SARL au capital de 90 000 000 CFA avec Monsieur Diawara Ibrahima comme promoteur Gérant, société aux multiples références techniques dans les principaux domaines d'activités du BTP.

Vint ensuite Builders SA (capital 1 000 000 000 FCFA), créée avec une vision d'affirmation dans le domaine des BTP notamment les travaux de terrassements et de construction. Le promoteur Ibrahima Diawara affiche une forte ambition de conquête du marché sous-régional voire international dans les années à venir.

Builders Diawara Solar fait partie des quatre filiales d'IBI GROUP que sont (Stones, Malian Aéro Company, Fortex et Builders Diawara Solar). Enfin, Builders Diawara Solar a su nouer des accords avec des partenaires stratégiques dans son cœur de métier comme NEG Systems aux Etats-Unis, Soltech en Belgique, Yaesu Europe, Barrett Europe, Avantis en Allemagne. La principale référence⁴ de Builders est la construction de l'usine Stones à Gouroundapé –Région de Kayes- (Bâtiments industriels, terrassement et construction de voies d'accès).

4.3 Missions et activités de BDS

4.3.1 Missions

La mission principale de BDS est la réalisation des travaux publics de haute qualité.

Dans ce cadre, BDS s'est engagée dans un vaste programme d'investissements avec comme objectifs à court et moyen terme la poursuite de la modernisation et le recrutement de personnel qualifié.

Pour l'atteinte de ces objectifs, les actions suivantes ont été engagées :

- la poursuite du Plan de développement avec un important budget d'investissement dans les machines et équipements de travaux publics tels que l'acquisition de plusieurs Bulldozers, niveleuses, pelles sur pneus, pelles sur chenilles, dumpers Caterpillar;

⁴ Information fournie par la Direction Générale

- l'amélioration de la gestion des approvisionnements couplée à une gestion de stocks et des matériels appropriés respectant les normes de délai, l'adéquation qualité/prix ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de marketing et stratégie ;
- le recrutement de plusieurs ingénieurs qualifiés dans le domaine du génie civil, de l'énergie et des télécommunications ;
- l'offre d'une meilleure qualité de service par la réduction du taux d'erreur et du délai de livraison des travaux.

4.3.2 Domaines d'Activités

Builders Diawara Solar a cinq (5) domaines d'activités qui sont :

Adductions d'eau et hydraulique

- Systèmes d'Adduction d'Eau Potable (A.E.P) en milieux urbains, semi-urbains ;
- Systèmes d'Adduction d'Eau Potable Sommaire (A.E.P.S) en milieux ruraux ou péri-urbains;
- Systèmes de potabilisation d'eau brute de fleuve ou rivière (stations compactes) ;
- Systèmes de pompage d'assainissement.

Routes et aménagements

- Construction de routes bitumées et latéritiques ;
- Travaux de voiries urbaines (aménagement et pavage);
- Travaux d'entretien routier ;
- Travaux d'aménagements spéciaux (berges) et agricoles (périmètres irrigués).

Bâtiments et Génie Civil

- Construction de bâtiments administratifs, industriels et d'habitation ;
- Construction de charpentes métalliques et château d'eau ;
- Construction d'ouvrages d'art spéciaux de Génie Civil.

Energie et télécommunication

- Systèmes solaires photovoltaïques pour l'électrification rurale et le pompage ;

- Stations météorologiques de mesures du vent, température, humidité et rayonnement solaire ;
- Réseau électriques et postes de transformation HTA (Haute Tension A) et électrification rurale ;
- Groupes électrogènes, centrales solaires, thermiques ou mixtes ;
- Systèmes de radiocommunication fixe, portatifs et mobile ;
- Systèmes d'autocommutateur et de relais téléphoniques.

Commerce Général

Builders-Diawara-Solar a étendu ses activités aux fournitures diverses comme les mobiliers de bureaux, les matériels informatiques, les équipements de pulvérisations et même les pesticides.

4.4 Les prestations de BDS

Principalement les produits de BDS sont les marchés publics de travaux comme la construction d'une station compacte d'eau potable en cours d'achèvement⁵ en partenariat avec l'entreprise française « *DEGREMONT VEOLIA* » pour plus de 4 milliards de FCFA.

En outre, BDS exécute des marchés publics de fournitures et d'installation de matériels solaires et de télécommunication. Les ventes de matériels solaires et de télécommunications à des particuliers et structures privées comme les sociétés minières, les organismes et ONG font partie également des prestations de l'entreprise.

4.5 Le marché de Bâtiments et Travaux Publics (BTP)

Le marché du BTP est en plein essor avec le programme gouvernemental de construction de logements sociaux, les travaux de maintenance et de construction de nouvelles infrastructures routières ; les travaux d'aménagements agricoles. Un autre segment du marché concerne les projets d'assistance dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la justice ainsi que les projets d'hydrauliques intérieurs dans le cadre de l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement.

⁵ Le chantier a démarré en 2012 et s'achèvera en avril 2013 (Direction Générale de BDS).

Les entreprises nationales (3000 entreprises enregistrées en 2011) opérant dans le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics sont loin d'avoir le sourire. Car la concurrence est rude surtout avec l'ouverture de l'espace sous régional aux AOI (Appels d'Offres Internationaux). BDS a su tirer son épingle du jeu, préserver sa position grâce à sa gouvernance d'entreprise, à la grande motivation de son personnel et à la diversification de ses domaines d'activité.

4.6 Organisation de BDS

Builders Diawara Solar est administrée par un conseil d'administration de neuf (9) membres et gérée par un comité de direction composé de :

- la Direction Générale ;
- la Direction Technique ;
- la Division Financière et Comptabilité ;
- la Division Bâtiment et Travaux Publics ;
- la Division Energie Solaire et Télécommunication.

La Direction Technique est constituée de deux (2) divisions à savoir, la Division BTP et la Division Energie Solaire & Télécommunication. Pour les besoins de notre étude, nous avons séjourné tour à tour à la Direction Générale et à la Comptabilité. L'organisation de BDS se trouve détailler dans l'organigramme joint en annexe 21 (page 95).

4.6.1 Direction Générale

Elle est chargée de :

- La gestion administrative et les relations publiques;
- La gestion commerciale : accueil, orientation clientèle, devis, facturation ;
- La gestion financière : surveille la bonne tenue de la caisse et de la comptabilité et est l'ordonnateur principal des dépenses (achats, prestations), cosignataire des chèques ;
- La gestion du personnel : contrats, missions et évaluation du personnel ;
- Reporting sous forme de rapports mensuels au Président Directeur Général du groupe (IBIGROUP) ;
- Reporting sous forme de rapports mensuels au Secrétariat Général et à la Coordination du groupe.

4.6.2 Division Financière et comptabilité

Elle est chargée de coordonner, superviser et contrôler toutes les activités de saisie, de traitement et d'édition des informations financières, comptables et fiscales liées aux opérations courantes et d'investissements de BDS au regard des normes du SYSCOHADA et du Code Général des Impôts du Mali.

Elle a pour mission :

- de performer le système de la saisie de l'ensemble des opérations sur supports de gestion ci-dessus indiqués dans le fichier comptable;
- d'ordonnancer les dépenses après consultation de la Direction Générale ;
- de viser les bordereaux de dépenses et de recettes ;
- de vérifier les supports comptables ;
- d'assister la Direction Technique pour la fourniture des pièces administratives et fiscales.

4.6.3 Direction Technique

Elle est chargée de coordonner, superviser et mettre en œuvre toutes les activités techniques, de définir une politique de facturation de tous les travaux de BDS, de faire de la société une entreprise orientée vers la satisfaction des clients. Elle est également responsable du bon fonctionnement des chantiers et coordonne les exécutions des projets.

Les objectifs assignés à cette direction sont :

- élaborer des dossiers de soumission en collaboration avec ses différentes divisions : dimensionnement de systèmes solaires, structure de génie civil, calcul topographique et dessin;
- rendre compte à la Direction Générale de l'évolution des chantiers ;
- assister la Direction Générale dans les relations publiques (réunion etc...);
- rendre compte à la comptabilité de la gestion des chantiers.

Division Energie Solaire et télécommunication

- Elaboration des devis et dossiers de soumission ;
- Elaboration des rapports d'activités à la Direction Technique;
- Evaluation des besoins pour commande ;
- Gestion du personnel de chantier (chef d'équipe, manœuvres, chauffeurs, conducteurs d'engins ; mécaniciens).

Division Bâtiment et travaux

- Evaluation et calcul de prix pour soumission ;
- Elaboration de planning des travaux;
- Elaboration de dossier d'exécution ;
- Elaboration de décompte et attachement pour facturation ;
- Elaboration des rapports d'évolution de chantiers à la Direction technique ;
- Gestion du personnel de chantier (chef d'équipe, manœuvres, chauffeurs, conducteurs d'engins ; mécaniciens).

4.7 Fonctionnement de BDS

Chaque division spécialisée consulte les annonces légales dans leurs domaines respectifs et consulte la direction pour avoir l'autorisation de postuler.

Les divisions BTP et Energie-Télécommunication travaillent sur les aspects techniques et financiers des offres et soumission, la Division Financière et Comptabilité assume les aspects administratifs et financiers et la Direction Générale et Technique valide les offres et soumissions.

Après l'obtention d'un marché, la Division concernée élabore le budget et planifie les activités d'exécutions en procédant aux études incluant des consultants pour les études et levées topographiques ou géométriques nécessaires, les sous-traitances d'exécution et le dispositif d'encadrement des travaux.

En fonction des marchés le niveau de sous-traitance peut être plus ou moins important. C'est dire que l'appel aux emplois temporaires est très fréquent chez BDS dans la réalisation de certains marchés.

4.8 Effectifs de la BDS

Aujourd'hui, la performance et la richesse de toute entreprise dépendent dans une large mesure de la qualité des hommes et femmes qui l'animent.

BDS compte au mois de mars 2012, un effectif de 31 agents (toutes catégories confondues) reparti comme suit :

Tableau 2 : Répartition du personnel

Désignation	Direction	Encadrement	Exécution	Total
Nombre du personnel permanent	8	13	10	31
En pourcentage	25,81%	41,94%	32,26%	100%

Source: Builders Diawara Solar (2012).

4.9 Présentation de la Division Financière et Comptable

Cette division est tenue par un chef comptable assisté d'un comptable de saisie et deux caissières principales, des caissiers de chantiers et un chargé de mission.

4.9.1 Chef Comptable

- Responsable de la tenue de la comptabilité de l'ensemble des opérations sur supports de gestion (Sage Saari) ;
- Fournir périodiquement les états financiers à la demande de la Direction Générale ;
- Ordonnancement des dépenses après consultation du Directeur Général ;
- Visa des bordereaux de dépenses et de recettes ;
- Gérer la trésorerie de la société ;
- Vérification des pièces comptables ;
- Assister la direction technique pour la fourniture des pièces administratives et fiscales.

4.9.2 Comptable

Il assiste le Chef comptable dans la saisie des opérations et le classement des documents comptables.

4.9.3 Caissières principales et siège

- Tenue de la caisse pour les dépenses et recettes ;
- Saisie des opérations de caisses suivant les mêmes supports indiqués plus haut ;
- Rend compte au chef comptable ;
- Rapport journalier des opérations de caisse au Directeur Général et Président Directeur Général (ou coordination du Groupe).

4.9.4 Caissiers de chantier :

- Tenue de la caisse pour les dépenses sur les chantiers ;
- Rend compte au chef comptable ;
- Rapport journalier des opérations de caisse au Chef Comptable et au Directeur Général.

4.9.5 Caissière du service approvisionnement (Groupe)⁶

- Tenue de la caisse pour les achats de faibles montants ;
- Rapport mensuel des opérations au Chef Comptable avec des supports (facture, bon de commande, bordereau de dépenses du service approvisionnement, mail d'approbation).

4.9.6 Chargé de mission

Il exécute le suivi et l'engagement des divers dossiers administratifs et les recouvrements de créances auprès des institutions de l'Etat et des clients de la société.

4.10 Les Récentes références

Bâtiments et Travaux publics

- Réalisation de deux systèmes d'adduction d'eau potable dans les villes de Kadiolo et Sirakoro Kamalé dans la région de Sikasso sur financement de l'Agence Française de Développement (AFD) ;

⁶ IBI Group a une centrale d'achat dénommée Service Approvisionnement. Chaque filiale envoie sa commande. Builders Diawara Solar a une caisse destinée à ses achats de faibles montants.

- Réalisation de 19 systèmes d'adduction d'eau potable de centres urbains et semi-urbains dans la Région de Ségou au compte du Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales pour l'Eau Potable et de l'Assainissement (PACTEA) sur financement de l'Union Européenne ;
- Réalisation du système d'adduction d'eau potable de la localité de Dembella sur financement du Royaume du Danemark ;
- Travaux de pavage des voies piétonnes pour le compte du Programme Sectoriel des Transports sur financement de la Banque Mondiale ;
- Construction des bâtiments industriels pour le compte de l'Usine Stones à Gouroundapé (Bafoulabé) Région de Kayes.

Energie

- Réalisation de systèmes de pompage hybride solaire/éolien pour le compte du PNAREF/CENESOLER (Centre National de l'Energie Solaire et des Energies Renouvelables) ;
- Réalisation de système solaire d'alimentation de la salle de Conférence de la Station de Recherche Agronomique de Cinzana dans la région de Ségou ;
- Fourniture et pose d'équipement de mesure du vent et rayonnement solaire pour le compte du CNESOLER ;
- Fourniture et pose de 6 km de ligne électrique MT/BT (Masse Tension/Basse Tension) et de 6 transformateurs pour les systèmes d'adduction d'eau potable de Kadiolo et Sirakoro Kamalé ;
- Installation de groupe électrogène de 5 mégawatt à l'Usine Stones.

Télécommunications

- Fourniture et installation de 60 stations Haute Fréquence (HF) et fixes avec alimentation solaire des 60 Centres de Santé Communautaire (CESCOM) du Projet Santé IV de la Région de Sikasso ;
- Fourniture et installation de 40 stations fixes avec alimentation solaire du Ministère de la Santé.

Conclusion

La présentation de BDS nous a permis de comprendre globalement son fonctionnement et sa structure organisationnelle. Pour les besoins de notre étude, il convient de faire une analyse de la situation financière de ladite société, afin de connaître sa structure financière, sa solvabilité, ses forces et faiblesses apparentes, et les risques pouvant être encourus.

Le chapitre qui suit est consacré à l'analyse de la situation financière de BDS.

CESAG - BIBLIOTHEQUE

Chapitre 5 : L'analyse de la situation financière de Builders Diawara Solar

Le but de l'analyse financière est de réaliser une évaluation d'entreprise. Elle consiste soit :

- pour évaluer la solvabilité de l'entreprise (pour lui consentir un crédit par exemple, et plus généralement pour nouer des relations d'affaires avec elle) : analyse crédit ;
- pour estimer la valeur de l'entreprise dans une optique de cession de participation d'achat ou de vente d'actions en bourse : évaluation d'actions boursières.

Ce chapitre sera consacré à l'analyse financière de l'entreprise BDS. Il est divisé en trois (4) sections à savoir le bilan financier, la trésorerie & solvabilité, l'équilibre financier et l'analyse des résultats de BDS.

5.1. Présentation des bilans financiers

Le bilan représente la situation de l'entreprise à un moment donné. Ce sont les bilans financiers (condensés et synthétiques) qui sont plus appropriés pour mener une analyse financière.

5.1.1. Bilans condensés

Par bilan condensé, il faut comprendre un bilan comprenant quatre grandes masses à l'actif : valeurs immobilisées, valeurs d'exploitation, valeurs réalisables et valeurs disponibles ; et quatre grandes masses au passif : capitaux propres, dettes à long et moyen terme, dettes à court terme et le résultat d'exploitation. Pour la période de notre étude, ces bilans condensés se présentent comme suit :

Tableau 3 : Bilans condensés de Builders Diawara Solar en francs CFA

Postes	2006		2007		2008		2009		2010	
	Valeur	%								
ACTIF										
Valeurs immobilisées	165 563 070	66%	151 918 811	42%	128 771 162	19%	289 636 721	50%	283 560 411	36%
Valeurs d'exploitation	85 087 289	34%	199 420 861	55%	536 267 864	79%	84 282 668	14%	507 029 558	64%
Valeurs réalisables	0	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
Valeurs disponibles	271 199	0%	12 208 358	3%	14 083 516	2%	210 634 825	36%	6 783 210	1%
TOTAL ACTIF	250 921 558	100%	363 548 030	100%	679 122 542	100%	584 554 214	100%	797 373 179	100%
PASSIF										
Capitaux propres	117 926 857	47%	122 169 790	34%	121 932 870	18%	135 117 005	23%	155 887 840	20%
Dettes à L & MT	50 000 000	20%	50 000 000	14%	-	0%	-	0%	-	0%
Dettes à court terme	82 994 701	33%	191 378 240	53%	557 189 672	82%	449 437 209	77%	641 485 339	80%
Résultat d'exploitation	0	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
TOTAL PASSIF	250 921 558	100%	363 548 030	100%	679 122 542	100%	584 554 214	100%	797 373 179	100%

Source : nous même à partir des Etats financiers de BDS (2006 – 2010).

Les capitaux propres de BDS ont nettement diminution par rapport au total passif (47% en 2006 contre 20% en 2010). L'endettement à court terme pour l'exercice 2010 s'élève à 80% du passif total.

S'agissant de l'actif de BDS, les valeurs d'exploitations ont été nettement supérieures aux immobilisations au cours des exercices 2008 et 2010 (79% contre 19% en 2008 et 64% contre 36% en 2010). Nous remarquons également que les valeurs immobilisées ont toujours été supérieures aux capitaux propres pour toute la période d'analyse. Cette tendance n'est pas orthodoxe à long terme puisqu'il faut recourir à la trésorerie pour financer les immobilisations.

5.1.2. Bilans en grandes masses et en pourcentage

Ces bilans condensés nous permettent d'élaborer facilement les bilans synthétiques ayant quatre masses dont deux à l'actif (valeurs immobilisées et valeurs circulantes) et deux au passif (capitaux permanents et dettes à court terme) avec leur pourcentage respectif.

Tableau 4 : Bilans synthétiques de Builders Diawara Solar en francs CFA

Postes	2006		2007		2008		2009		2010	
	Valeur	%								
ACTIF										
Valeurs immobilisées	165 563 070	66%	151 918 811	42%	128 771 162	19%	289 636 721	50%	283 560 411	36%
Valeurs circulantes	85 358 488	34%	211 629 219	58%	550 351 380	81%	294 917 493	50%	513 812 768	64%
TOTAL ACTIF	250 921 558	100%	363 548 030	100%	679 122 542	100%	584 554 214	100%	797 373 179	100%
PASSIF										
Capitaux permanents	167 926 857	67%	172 169 790	47%	121 932 870	18%	135 117 005	23%	155 887 840	20%
Dettes à court terme	82 994 701	33%	191 378 240	53%	557 189 672	82%	449 437 209	77%	641 485 339	80%
TOTAL PASSIF	250 921 558	100%	363 548 030	100%	679 122 542	100%	584 554 214	100%	797 373 179	100%

Source : nous même à partir des Etats financiers de BDS (2006 – 2010).

La situation des valeurs immobilisées s'est nettement amélioré en passant de 165 millions en 2006 à 283 millions de francs CFA en 2010 soit une hausse de 71%. Les dettes à court terme de BDS ont continué à grimper nettement. Elles ont été multipliées par six (6) entre 2006 et 2010 (82 millions contre 641 millions FCFA). Cette évolution est due notamment à un choix pour les concours bancaires (crédit de trésorerie) fait par Builders Diawara Solar afin de financer certains investissements.

5.2. Analyse de l'équilibre financier de Builders Diawara Solar

La situation financière de l'entreprise est déterminée par l'aptitude de celle-ci à maintenir le degré de l'équilibre suffisant pour assurer en permanence sa solvabilité. L'équilibre financier de l'entreprise sera apprécié par trois éléments caractéristiques : le fonds de roulement, les besoins en fonds de roulement et la trésorerie. Dans un premier temps, nous allons d'abord calculer les deux premières caractéristiques et la trésorerie interviendra après puis elle sera complétée par certains ratios de solvabilité.

Pour le cas examiné ici, nous allons apprécier les éléments en interprétant chaque fois les résultats obtenus.

5.2.1. Calcul et étude de l'évolution du fonds de roulement

Il existe deux méthodes pour calculer le fonds de roulement : la méthode du haut du bilan et la méthode du bas du bilan. Le tableau suivant nous permet de déterminer le fonds de roulement durant les cinq ans de notre étude et selon ces deux approches.

Tableau 5 : Détermination de l'évolution du fonds de roulement (en FCFA)

Elements	2006	2007	2008	2009	2010
Capitaux permanents (1)	167 926 857	172 169 790	121 932 870	135 117 005	155 887 840
Valeurs immobilisées (2)	165 563 070	151 918 811	128 771 162	289 636 721	283 560 411
FR NET= (1) - (2)	2 363 787	20 250 979	-6 838 292	-154 519 716	-127 672 571
Valeurs circulantes (3)	85 358 488	211 629 219	550 351 380	294 917 493	513 812 768
Dettes à court terme (4)	82 994 701	191 378 240	557 189 672	449 437 209	641 485 339
FR NET= (3) - (4)	2 363 787	20 250 979	-6 838 292	-154 519 716	-127 672 571

Source : nous même à partir des Etats financiers de BDS (2006 – 2010).

Le fonds de roulement net (FRN) de la société s'est nettement détérioré ces trois derniers exercices (de -6 millions à -127 millions FCFA). Cette tendance de dégradation a une influence directe sur la continuité de l'exploitation de l'entreprise car les besoins sont financés grâce à des dettes bancaires de trésorerie (concours bancaires). Une telle situation peut mettre en danger l'entreprise à brève échéance si le banquier prend peur et supprime ses facilités de trésorerie. Ainsi, le principe de l'équilibre financier minimum n'a pas été respecté. Ce principe veut que les emplois durables soient financés par des ressources durables. Le non respect de cette règle risquerait d'entraîner des problèmes de trésorerie.

Enfin, pour compléter notre analyse, il serait mieux de déterminer le besoin en fonds de roulement.

5.2.2. Détermination des besoins en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement est défini à partir de la comparaison entre emplois cycliques (stocks, créances clients) et ressources cycliques (crédits fournisseurs).

En d'autres termes, le besoin en fonds de roulement est la part des emplois cycliques dont le financement n'est pas assuré par les ressources cycliques. Le tableau ci-après montre l'évolution des BFR de Builders Diawara Solar pendant la période de notre recherche.

Tableau 6 : Evolution des besoins en fonds de roulement (en FCFA)

Postes	2006	2007	2008	2009	2010
Valeurs d'exploitation	85 087 289	199 420 861	536 267 864	84 282 668	507 029 558
Valeurs réalisables	-	-	-	-	-
Emplois cycliques (1)	85 087 289	199 420 861	536 267 864	84 282 668	507 029 558
Dettes à court terme	82 994 701	191 378 240	557 189 672	449 437 209	641 485 339
Ressources cycliques (2)	82 994 701	191 378 240	557 189 672	449 437 209	641 485 339
BFR: (1) -(2)	2 092 588	8 042 621	-20 921 808	-365 154 541	-134 455 781

Source: nous même à partir des Etats financiers de BDS (2006 – 2010).

A première vue, un BFR négatif (-20, -365 et -134 millions FCFA) est un bon signe pour une entreprise puisqu'il n'y a aucuns besoins à financer. Dans le principe de l'équilibre financier, ces besoins doivent être financés par le fonds de roulement net (FRN). Or, dans le cas de Builders Diawara Solar, le FRN est négatif sur les trois (3) derniers exercices, cela signifie que les besoins sont couverts par les concours bancaires. Une telle situation est lourde de conséquences à long terme notamment en cas d'un refus des banques d'octroyer de nouveaux crédits à BDS. L'entreprise aura une déstabilisation financière et pourrait même être menacé par un dépôt de bilan.

5.2.3. Calcul et interprétation des ratios de l'équilibre financier

La détermination de niveau du fonds de roulement ne suffit pas à la formulation d'un jugement sur la structure financière de l'entreprise. Il faut encore calculer les ratios de l'équilibre financier pour atteindre ce jugement. Ces ratios permettent de mesurer la part relative des éléments (le degré de liquidité ou d'exigibilité de l'actif ou du passif). Les plus couramment utilisés sont : l'autonomie financière et celui qui mesure la capacité d'emprunt de l'entreprise. Le tableau suivant nous permet de calculer ces ratios en pourcentage.

Tableau 7 : Ratios de structure financière (en %)

Ratio	Formules	2006	2007	2008	2009	2010
(1) Capacité d'emprunt	Capitaux propres/Capitaux permanents	70%	71%	100%	100%	100%
(2) Autonomie financière	Capitaux propres/Emprunt	236%	244%	-	-	-

Source : nous même à partir des Etats financiers de BDS (2006 – 2010).

Nous constatons que durant les trois dernières années (2008, 2009 et 2010), les capitaux propres sont identiques aux capitaux permanents (100%). Par contre en 2006 et 2007, la capacité d'emprunt s'élève environ à 70%.

Quant au ratio d'autonomie financière, il a une légère hausse de 8% durant l'exercice 2007. L'entreprise présente une autonomie financière vis-à-vis des prêteurs.

Pour être complet dans notre analyse, il est mieux d'étudier également le degré de trésorerie et celui de la solvabilité de cette entreprise.

5.3. Trésorerie et Solvabilité

Il est question dans ces deux paragraphes de déterminer le solde de trésorerie de chaque année, de calculer les ratios de liquidité et d'analyser le degré de solvabilité de Builders Diawara Solar pendant la période de notre étude.

5.3.1. Détermination du solde de trésorerie

La trésorerie exprime le surplus ou l'insuffisance de marges de sécurité financière après le financement des besoins en fonds de roulement. Elle est égale à la différence entre le FRN et le BFR.

Le tableau ci-après nous présente la trésorerie de Builders Diawara Solar durant la période de notre étude.

Tableau 8 : Calcul du solde de trésorerie (en FCFA)

Elements	2006	2007	2008	2009	2010
FR NET (1)	2 363 787	20 250 979	-6 838 292	-154 519 716	-127 672 571
BFR (2)	2 092 588	8 042 621	-20 921 808	-365 154 541	-134 455 781
TRESORERIE= (1) - (2)	271 199	12 208 358	14 083 516	210 634 825	6 783 210

Source : nous même à partir des Etats financiers de BDS (2006 – 2010).

La trésorerie est positive sur toute la période étudiée. Ces résultats confirment nos analyses du tableau 6 (évolution des besoins en fonds de roulement) à savoir que les fonds de roulement net sont couverts par la trésorerie. La trésorerie a été multipliée par 15 entre les exercices 2008 et 2009 (14 millions FCFA à 210 millions de FCFA). Builders Diawara Solar dispose d'une trésorerie positive mais est-ce qu'elle est à mesure d'honorer ses engagements à court terme ? C'est pourquoi pour mieux compléter notre interprétation, calculons les ratios de liquidité pour s'assurer de cette autonomie.

5.3.2. Ratios de liquidité

L'analyse du risque de faillite s'apprécie sur des notions d'exigibilité et de liquidité, elle met en correspondance l'actif et le passif. Ces ratios ont pour objet de juger l'aptitude de l'entreprise à honorer ses dettes à court terme au moyen de transformation progressive de son actif circulant en trésorerie. L'évolution de ces ratios est reprise dans le tableau suivant :

Tableau 9 : Calcul des ratios de liquidité

Ratio	Formules	2006	2007	2008	2009	2010
(1) Liquidité Générale	Valeur circulante/Dettes à courts terme	1,025	1,042	0,962	0,188	0,790
(2) Liquidité réduite	Valeur Réalisation+Valeur Disponible/Dettes à courts terme	0,003	0,064	0,025	0,469	0,011
(3) Liquidité Immédiate	Valeur Disponible/Dettes à courts terme	0,003	0,064	0,025	0,469	0,011

Source : nous même à partir des Etats financiers de BDS (2006 – 2010).

- 1) La liquidité générale est largement supérieure à 1 durant les périodes de 2006 et 2007. C'est uniquement pendant ces périodes que les valeurs circulantes de BDS sont capables de payer ou de rembourser toutes ses dettes à court terme.
- 2) La liquidité réduite quant à elle est inférieure à 1. En somme, les valeurs réalisables plus les valeurs disponibles ne sont pas à mesure de rembourser les dettes à court terme, pas même une seule fois.
- 3) La liquidité immédiate est également inférieure à 1 durant toute la période étudiée. Donc si les prêteurs à court terme réclament leurs crédits, Builders Diawara Solar peut payer immédiatement 2,5% en 2008 ; 46% en 2009 et 1% en 2010. En résumé, Builders Diawara Solar ne se trouve pas dans une bonne position par rapport à ses créanciers à court terme.

Néanmoins, il faut prendre ces ratios avec beaucoup de réserve car le remboursement des crédits fournisseurs dépend également des délais de remboursement crédits clients qui peuvent permettre à une entreprise d'avoir des liquidités suffisantes le jour de l'échéance convenue. Pour compléter notre analyse, déterminons également le degré de solvabilité.

5.3.3. Détermination du degré de solvabilité

Le ratio de solvabilité mesure essentiellement la sécurité dont jouissent les créances à long, moyen et court terme constituant ainsi la marge de crédit de l'entreprise. Autrement dit, si l'on envisage une liquidation possible ou éventuelle, il donne une idée de la solvabilité probable. Il suffit de prendre le rapport entre l'actif total et les capitaux étrangers (dettes à long, moyen et court terme). Le tableau suivant nous permet de déterminer ce degré de solvabilité.

Tableau 10 : Détermination du degré de solvabilité

Postes	2006	2007	2008	2009	2010
Total actif (1)	250 921 558	363 548 030	679 122 542	584 554 214	797 373 179
Capitaux étrangers (2)	132 994 701	241 378 240	557 189 672	449 437 209	641 485 339
Ratio de Solvabilité =(1)/(2)	1,89	1,51	1,22	1,30	1,24

Source : nous même à partir des Etats financiers de BDS (2006 – 2010).

Pour les tiers créanciers, il y a une bonne sécurité générale car les avoirs de Builders Diawara Solar, pendant ces cinq exercices, sont en mesure de rembourser toutes les dettes plus d'une fois si l'on envisageait une éventuelle liquidation.

5.4. L'analyse de l'activité et des résultats

5.4.1. Le chiffre d'affaires

La première manière de mesurer l'activité d'une entreprise est de connaître le niveau d'évolution de son chiffre d'affaires. Il donne une indication du poids de l'entreprise sur le marché dans lequel il évolue.

Tableau 11 : Evolution du Chiffre d'affaires de BDS (en FCFA)

Elements	2006	2007	2008	2009	2010
Chiffre d'affaires	264 627 868	421 702 555	378 209 003	960 295 334	1 055 933 328
Variation en %		59%	-10%	154%	10%

Source : nous même à partir du compte de résultats de BDS (2006-2010).

La croissance du chiffre d'affaires est bonne en 2009 avec +154%. D'une augmentation de + 59% en 2007, le chiffre d'affaires a connu un fléchissement en 2008 (-10%), puis a renoué avec la croissance par la forte hausse de 2009 (+154%). Ces augmentations s'expliquent par des nouveaux marchés publics obtenus par l'entreprise en 2009 suite au programme gouvernemental pour les festivités du Cinquantenaire du Mali (la rénovation des édifices publics, le pavage de routes urbaines, etc.).

5.4.2. La valeur ajoutée

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la valeur ajoutée de BDS.

Tableau 12 : Evolution de la valeur ajoutée (en FCFA)

Elements	2006	2007	2008	2009	2010
Valeur ajoutée	59 172 662	59 769 360	68 462 506	66 203 531	82 891 944
Variation en %		1%	15%	-3%	25%
Ratio VA/CA	22%	14%	18%	7%	8%

Source : nous même à partir du compte de résultats de BDS (2006-2010).

Malgré les performances réalisées par BDS, sa valeur ajoutée a connu une baisse de 3% en 2009. Cette tendance s'est inversée en 2010 avec une hausse de + 25%.

Le taux de VA/CA calculé sur les cinq exercices montre que l'augmentation de la valeur ajoutée est moins forte proportionnelle à celle du chiffres d'affaires. Ce taux a connu une régression au fil des années, ce qui suppose que BDS a un problème de maîtrise des charges de services extérieurs notamment les frais d'honoraires des bureaux d'ingénieurs et les frais de transport. Si cette situation persiste, la valeur ajoutée, à terme n'arrivera plus à couvrir les frais de personnel, les impôts et taxes, les frais financiers et les dividendes.

5.4.3. Excédent brut d'exploitation

L'excédent brut d'exploitation explique la capacité de l'entreprise à générer des flux nets de liquidités du fait de son exploitation. Il représente ce qui reste à l'entreprise de la valeur ajoutée après avoir déduit le coût du travail.

Tableau 13 : Evolution de l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) en FCFA

Elements	2006	2007	2008	2009	2010
VA	59 172 622	59 769 360	68 462 506	66 203 531	82 891 944
Personnel	4 134 806	6 573 572	8 134 429	12 550 368	18 526 749
EBE	55 037 816	53 195 788	60 328 077	53 653 163	64 365 195
Variation en %		-3%	13%	-11%	20%
ratio EBE/CA	21%	13%	16%	6%	6%
Personnel/VA	7%	11%	12%	19%	22%

Source : nous même à partir du compte de résultats de BDS (2006-2010).

L'EBE a connu une hausse de 13% en 2008, suivie d'une baisse de 11% en 2009 et s'est amélioré en 2010 avec une augmentation de 20%.

Le ratio EBE/CA calculé sur les cinq années montre que l'exploitation de BDS ne génère pas assez de liquidités. Le ratio Personnel/VA montre que les charges du personnel continuent à grimper passant de 7% en 2006 à 22% en 2010. Si cette situation continue, la valeur ajoutée, à terme n'arrivera plus à couvrir les frais de personnel.

5.4.4. Résultat d'exploitation

Il représente le profit économique net de l'entreprise. Il mesure la performance de l'entreprise, indépendamment de toute politique financière, fiscale, de distributions de bénéfices mais en tenant compte des amortissements. Le tableau ci-après présente l'évolution du résultat d'exploitation de BDS durant les cinq années en revue.

Tableau 14 : Evolution du Résultat d'exploitation (en FCFA)

Elements	2006	2007	2008	2009	2010
Resulat d'exploitation	16 512 293	14 425 765	27 911 633	23 566 418	30 878 135
Variation en %		-13%	93%	-16%	31%

Source : nous même à partir du compte de résultats de BDS (2006-2010).

En 2008, BDS enregistre sa plus forte croissance du résultat d'exploitation (+93%) par rapport à 2007. Cette performance de l'entreprise s'explique essentiellement par la baisse des dotations aux amortissements et provisions. En effet, l'entreprise a diminué de 16% les charges non décaissables. Malgré cette performance de 2008, le résultat d'exploitation a connu une régression en 2009 (-16%) avant de s'améliorer en 2010 avec une hausse de 31%.

Conclusion

Ainsi, au terme de ce chapitre 5, nous notons que les fonds de roulement de Builders Diawara Solar sont négatifs durant les trois (3) derniers exercices (2008, 2009 et 2010). En cas d'exigence de remboursement immédiat des dettes à court terme, Builders Diawara Solar n'est pas en mesure de payer ses créanciers. Toutefois, cela ne signifie pas que l'entreprise est défaillante. Le prochain chapitre consacré à l'appréciation du risque de défaillance permettra de savoir si l'entreprise est défaillante ou non défaillante à l'aide de trois modèles de scores (Grammatikos & Gloubos, Bardos et J.Conan & M.Holder).

Chapitre 6 : Cas pratique de l'approche statistique multidimensionnelle

Parvenir à détecter aussi tôt que possible des signaux annonciateurs de défaillance est une problématique qui retient l'attention du monde scientifique depuis près de 3/4 de siècle. Toutefois, vu la difficulté à saisir et à contrôler des informations qualitatives crédibles et pertinentes représentatives, dans un contexte de défaillance, du comportement stratégique et opérationnel d'une masse d'entreprises aux caractéristiques non homogènes, cette problématique s'est rapidement focalisée sur l'identification de signaux financiers annonciateurs de faillite, plus aisément accessibles et contrôlables.

L'appréciation du risque de défaillance est fondée sur une approche statistique qui tente de mettre à jour les caractéristiques des entreprises défaillantes pour définir des signaux d'alerte. Cette démarche repose sur la comparaison ex post d'entreprises défaillantes et d'entreprises saines et la recherche d'une combinaison de facteurs qui discriminent au mieux les deux populations.

Dans leur quasi-totalité, les banques et organismes financiers, qui s'intéressent de très près à la situation financière de l'entreprise, utilisent l'analyse statistique pour prédire si cette dernière est défaillante ou pas et par conséquent si elle sera un bon ou un mauvais payeur et prendre ensuite la décision appropriée : acceptation sans condition, prise de garantie ou refus.

Dans le cadre de notre travail, le présent chapitre traitera les résultats et les interprétations des différents scores de BDS. Il est scindé en quatre (4) sections à savoir le score de Grammatikos & Gloubos, le score Bardos, le score de Conan & Holder et les recommandations.

6.1. Score de Grammatikos et Gloubos

Le tableau ci-dessous présente les calculs et les résultats du score Grammatikos et Gloubos sur la base des états financiers de Builders Diawara Solar.

Tableau 15 : Score de Grammatikos et Gloubos

Ratios	Formules	2006	2007	2008	2009	2010	Coe.Vi
							-0,863
X ₁	Actif circulant/ Actif total	0,339	0,549	0,790	0,144	0,636	-2,461
X ₂	Fonds de roulement net/ Actif total	0,009	0,056	-0,010	-0,264	-0,160	5,33
X ₃	Stock/Fonds de roulement net	14,762	1,469	-3,106	0,000	0,000	-0,022
X ₄	comptes à payer/ Actif Total	0,316	0,499	0,323	0,004	0,003	3,676
X ₅	Bénéfice net après impôts/ Dettes à court terme	0,110	0,039	0,006	0,029	0,501	3,543
X ₆	Marge brute/Actif total	0,905	0,460	0,245	1,606	1,321	4,223
Z	score Grammatikos et Gloubos	3,403	1,964	-0,550	4,274	4,082	

Source : nous même à partir du Bilan et Compte de résultat de BDS (2006-2010).

Selon la méthode Grammatikos & Gloubos, Builders Diawara Solar présente un score supérieur à zéro sauf en 2008, elle présente donc les caractéristiques comparables à celle d'une entreprise saine. L'entreprise est classée défaillante en 2008 avec un score de -0.55. De 2009 à 2010, l'entreprise a nettement amélioré sa situation puisque d'une classe risquée (défaillante en 2008), elle a atteint une zone favorable en 2009 et en 2010.

La défaillance en 2008 s'explique par :

- le fonds de roulement de l'entreprise sur actif total est négatif. Si cette tendance continue, l'entreprise risque la faillite ;
- En 2008, une forte part de l'actif circulant dans l'actif total a provoqué une hausse des besoins de financement (l'actif circulant représente 79% du total actif ($X_1=0,790$));
- Le stock représente 4% de l'actif circulant ;

- Les créances et emplois assimilés représentent 96% de l'actif circulant et 60% de l'actif total soit 515 millions FCFA. Une situation qui aura des conséquences notamment en trésorerie. La trésorerie ne représente que 2% de l'actif total.

Nous remarquons que la situation a commencé à changer courant 2009. L'actif circulant (créances + stock) ne représente plus que 14% de l'actif total et le niveau du stock a été réduit et ramené à zéro.

En outre, la structure du haut bilan n'est pas satisfaisante (le fond de roulement négatif) durant les exercices 2008, 2009 et 2010. L'entreprise a une insuffisance de financement, les capitaux permanents ne couvrent pas les immobilisations. Or, selon l'orthodoxie financière, les capitaux permanents doivent couvrir l'actif immobilisé et le besoin de financement généré par l'exploitation (BFR). En plus, le décalage entre le paiement des dépenses et l'encaissement des recettes doit être supporté par les capitaux permanents.

Le cumul des capitaux permanents de BDS durant les exercices 2008, 2009 et 2010 atteint 412 397 715 FCFA contre 701 698 294 FCFA pour la valeur des immobilisations sur la même période. Les immobilisations sont 1,7 fois supérieures aux capitaux permanents sur les mêmes périodes.

Un examen approfondi des comptes indique que la liquidité générale de BDS durant les exercices 2008, 2009 et 2010 est mauvaise. Le ratio de liquidité générale (valeur circulante/dettes à courts terme) durant les mêmes périodes est respectivement de 0,9862, 0,188 et 0,790. Ces résultats montrent que les valeurs circulantes (créances + stock) de BDS ne sont pas capables de payer ou de rembourser toutes ses dettes à court terme.

Une trésorerie faible, un fonds de roulement négatif exigeront que BDS trouve les ressources pour financer les besoins. Le recours choisi par l'entreprise a été le concours bancaire obtenu en 2010. Les concours bancaires des trois dernières années sont d'environ 637 millions FCFA.

6.2. Score de Bardos

Le tableau ci-après présente les calculs et les résultats du score Bardos sur la base des états financiers de Builders Diawara Solar.

Tableau 16 : Score de Bardos

Ratios	Formules	2006	2007	2008	2009	2010	Coe.Vi
R ₁	Frais financiers/ Résultat économique brut + produits et charges HAO	0,446	0,484	0,794	0,135	0,000	-0,766
R ₂	Résultat économique/CA	0,062	0,034	0,074	0,025	0,029	12,307
R ₃	Frais financiers/Dettes à court termes	0,089	0,036	0,040	0,007	0,000	-6,609
R ₄	Concours bancaires de trésorerie/CA	0,000	0,000	0,002	0,000	0,568	-0,8695
R ₅	Provisions du Bilan/capitaux propres	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-4,092
R ₆	Dettes diverses d'exploitation/CA	0,300	0,430	0,580	0,002	0,002	-1,933
Z	Score BARDOS	2,146	2,143	2,142	2,155	2,152	215,333

Source : nous même à partir du Bilan et Compte de résultat de BDS (2006-2010).

A partir de ces résultats, Builders Diawara Solar est classé dans la zone favorable c'est-à-dire l'entreprise est normale. Les scores obtenus sont supérieurs au seuil recommandé par Bardos (Z supérieur à 0). Ces résultats montrent que l'entreprise est classée comme non-défaillante et non-vulnérable durant les cinq exercices.

Cependant, nous notons qu'en 2008, les dettes diverses d'exploitation ont atteint 58% du chiffre d'affaires (R₆=0,58). Une telle situation peut causer des problèmes de trésorerie à long terme car s'il faut que le chiffre d'affaires couvre à la fois les charges d'exploitations et les charges financières, dans un tel scénario, l'entreprise ne pourra pas y faire face.

Sur le plan opérationnel, la société BDS a considérablement augmenté son chiffre d'affaires entre 2008 et 2009 (+154%) grâce à l'obtention de nombreux marchés publics. En effet, la bonne gestion des DAO (Dossiers d'Appel d'Offres) a permis de tirer vers le haut la croissance de la société durant cette période. La tendance a changé en 2010 (+10%) par rapport à 2009.

La rentabilité économique de l'entreprise s'est détériorée comme l'atteste le ratio R_2 (résultat économique sur chiffre d'affaires). Il est passé de 7% en 2008 à 2% en 2009 soit une baisse de 5%. Le résultat économique ne représente que 2 à 7% du Chiffre d'affaires.

Le taux de rentabilité durant les exercices 2006, 2007, 2008, 2009 et 2010 est respectivement de 5%, 4%, 2%, 10% et 13%. Les résultats de 2006, 2007 et 2008 sont mauvais. Cette dégradation de la rentabilité de BDS a été provoquée par la hausse des charges.

La détérioration du résultat de BDS provient du poids des charges d'exploitation qui augmentent de 167% entre 2008 et 2009, passant de 350 millions en 2008 à 936 millions de Francs CFA en 2009. Les charges d'exploitation de 2008 représentent 92,6% du chiffre d'affaires. La tendance continue en 2009 où les charges d'exploitation valent 98% du chiffre d'affaires.

Un examen approfondi des comptes indique que cette hausse a été provoquée par les achats de marchandises et matières premières comme les ciments, les tuyaux, les graviers et les charges de services extérieurs tels que frais d'honoraires des bureaux d'ingénieurs, frais de prestations de service, la manutention sur les chantiers. Les achats de marchandises et matières premières en 2008 s'élèvent à 64% du chiffre d'affaires.

L'amélioration des résultats de 2009 (+10%) et 2010 (+13) est due à la croissance du chiffre d'affaires réalisé en 2009 (+154%) par rapport à 2008. L'entreprise a réalisé un chiffre de 960 millions de FCFA en 2009 contre 378 millions FCFA soit une hausse de 154%.

L'entreprise a eu recours aux concours bancaires en 2008 et en 2010 pour financer son besoin d'exploitation. Le concours bancaire de 2010 représente 75% du Passif total, une telle situation peut rendre l'entreprise vulnérable et dépendante de la banque et si celle-ci venait à réclamer le remboursement son prêt.

Si le recours aux concours bancaires est une solution couramment utilisée et qui a bien souvent le mérite d'être la seule possible (ou presque) pour la quasi-totalité des petites et moyennes entreprises, il faut reconnaître que ce mode de financement présente l'inconvénient pour l'entreprise de la rendre tributaire des aléas de la distribution du crédit et de la politique arrêtée par son banquier. De plus, étant donné que le besoin en fonds de

roulement ne produit pas de liquidités (contrairement aux actifs immobilisés), il est préférable qu'il ne soit pas financé par des ressources exigeant la sortie régulière (comme les concours bancaires) mais plutôt qu'il soit financé par des capitaux propres.

6.3. Score de J.Conan & M.Holder

Le tableau ci-dessous présente les calculs et les résultats du score J.Conan & M.Holder sur la base des états financiers de Builders Diawara Solar.

Tableau 17 : Score de J.Conan & M.Holder

Ratios	Formules	2006	2007	2008	2009	2010	Coe.Vi
X ₁	Actif (réalisable + disponible)/actif total	0,340	0,582	0,810	0,505	0,644	-0,16
X ₂	Capitaux permanents/Passif total	0,669	0,474	0,180	0,231	0,196	-0,22
X ₃	Frais financiers/CA	0,028	0,017	0,059	0,003	0,000	0,87
X ₄	Frais de personnel/Valeur ajoutée	0,070	0,110	0,119	0,190	0,224	0,1
X ₅	EBE/Dettes totales	0,414	0,220	0,108	0,119	0,100	-0,24
Z	Score CONAN & HOLDER	-0,270	-0,225	-0,132	-0,138	-0,148	

Source : nous même à partir du Bilan et Compte de résultat de BDS (2006-2010)

D'après ce modèle, au cours de l'exercice 2010, Builders Diawara a une probabilité de 20% d'être en difficulté (cf. 2.4.1 Le modèle de Conan et Holder). Les exercices 2008 et 2009 ont la même probabilité de défaillance (20%). Quant aux exercices 2006 et 2007, la probabilité de faillite est de 10%. Nous constatons que la probabilité de défaillance n'a pas changé sur les trois derniers exercices (20%).

De 2006 à 2007, la situation apparaît sans danger et devient fragile à partir de 2008. Pour autant, la pérennité de l'entreprise ne semble pas encore mise en péril, les scores ne signalent pas de risque imminent mais une détérioration.

Ainsi, le modèle Conan & Holder confirme le résultat du modèle Bardos. En résumé, Builders Diawara Solar est classé comme non-défaillante.

En outre, les ratios (X_1 , X_4) ont augmenté sur toute la période alors que les ressources (X_2) continuent de baisser, une situation qui provoque des problèmes de financement des besoins pour les exercices 2008, 2009 et 2010.

Le résultat du ratio actif (réalisable+disponible) sur total actif montre que BDS a un problème de structuration (de 2007 à 2010). Les actifs (réalisable+disponible) sont supérieurs aux actifs immobilisés. Cette situation n'est pas favorable à BDS à long terme puisqu'il faut recourir aux concours bancaires pour financer les besoins d'exploitation.

Par ailleurs, les capitaux permanents par rapport au Passif total (X_2) ont considérablement chuté entre 2006 et 2010. Les capitaux permanents représentent 19,6% du passif total en 2010 contre 66,9% en 2006. Cette situation confirme nos analyses du fonds de roulement négatif. Les ressources stables ne sont pas en mesure de financer les emplois stables.

Les capitaux permanents sont inférieurs aux passifs circulants (X_2). Et cette structure inappropriée aura pour conséquence de placer l'entreprise sous la férule des fournisseurs et des services d'impôts.

Les charges de personnel par rapport aux valeurs ajoutées ont sensiblement grimpé sur toute la période (X_4 , de 7% en 2006 à 22 % en 2010). Ce ratio mesure l'équilibre de la masse salariale d'une entreprise par rapport à son chiffre d'affaires. Et il ne doit pas dépasser les 25% de son chiffre d'affaires si non l'entreprise se retrouve dans une situation de sur effectifs. Cet état s'explique par le recrutement massif de personnel journalier sur les chantiers.

Enfin, l'importance des frais financiers vis-à-vis du chiffre d'affaires est à un niveau correct (X_3).

6.4. Recommandation

Après une analyse détaillée de la structure financière et des scores de BDS, nous formulons les recommandations qui suivent afin de permettre à cette société de gérer efficacement les risques.

- Fond de roulement négatif : pour remédier à cette tendance, Builders Diawara Solar doit faire des efforts soit en augmentant son capital soit en recourant à l'emprunt pour financer ses emplois stables soit en modifiant la structure de son actif immobilisé par la cession de certains immobilisations ;
- S'agissant de la créance, les plus gros clients de BDS sont les structures publiques, l'entreprise doit cependant toujours s'efforcer de réduire les délais de paiements mais sans pour autant compromettre ses débouchés et la satisfaction de la clientèle ;
- Mettre en place un dispositif de zéro stock en réduisant les stocks de matières à travers une planification rigoureuse des approvisionnements ;
- Dans le cadre de son exploitation, BDS doit effectuer un suivi régulier des variations affectant son besoin en fonds de roulement (BFR). En effet, le BFR constitue un grand indicateur de l'activité courante de la société, son suivi permet alors de déceler les problèmes et insuffisances liés à son activité. Son financement doit être assuré par des ressources stables, c'est-à-dire par des fonds propres par oppositions à des concours bancaires courants (crédits de trésorerie) réputés précaires.
- Recruter un spécialiste en recherche & développement Génie Civil pour améliorer le processus de travail sur les chantiers afin de réduire les charges;
- Mise en place d'une véritable stratégie de retour à la rentabilité. Pour cela, l'entreprise doit réduire les charges en évaluant bien l'aspect financier des dossiers de soumission ;
- La maîtrise des coûts sur les chantiers ;
- Formation continue des dirigeants et des ingénieurs à la culture de la rentabilité : il faut nécessairement permettre aux cadres (ingénieurs) de se mettre à jour par rapport aux avancées de la profession. Ils doivent maîtriser les différents outils nécessaires à la réduction des charges dans l'exécution de leur travail afin d'être plus compétents.
- Délai : l'entreprise doit respecter les délais de livraisons, un facteur important dans le partenariat qui restaurera une image de notoriété vis-à-vis des clients.

Conclusion

L'appréciation du risque de défaillance par l'approche statistique multidimensionnelle nous a permis de visualiser les risques de défaillance auxquels la société fait face. Cette appréciation constitue un outil de gestion des risques de faillite afin de préserver et de protéger les actifs et la création de valeur.

CESAG - BIBLIOTHEQUE

Conclusion de la deuxième partie

Cette seconde partie nous a permis d'avoir une connaissance suffisante du fonctionnement, de l'organisation et des activités de BDS, et surtout du degré du risque de défaillance.

Sur la base des dysfonctionnements constatés et de notre modèle d'analyse conçu à travers la revue de littérature, nous avons calculé et analysé les différents scores. Il appartiendra à la direction de BDS de prendre les mesures qu'elle juge idoines pour d'une part, corriger les défaillances observées; et d'autre part, adopter une politique efficace de gestion.

CESAG - BIBLIOTHEQUE

CONCLUSION GÉNÉRALE

CESAG - BIBLIOTHEQUE

Au terme de notre étude, nous pouvons noter que l'objectif recherché a été atteint à savoir si l'entreprise étudiée présente-t-elle un risque. L'analyse par l'approche statistique est d'une grande utilité pour les entreprises africaines avec sa rapidité et moindre coût de répondre par un oui ou un non sur l'existence d'un risque de défaillance. Builders Diawara Solar ne présente pas des signes de défaillances selon le modèle Grammatikos et Gloubos sauf pour l'exercice 2008 où elle est défaillante. Le modèle Bardos classe la société comme saine. Le modèle Conan & Holder, quant à lui, confirme les résultats de Bardos.

En outre, le fonds de roulement net de l'entreprise est négatif pour les trois derniers exercices (2008, 2009 et 2010). Pour remédier à cette tendance, Builders Diawara Solar doit faire des efforts soit en augmentant son capital soit en recourant à l'emprunt pour financer ses emplois stables. En plus, nous avons remarqué au cours de l'étude que beaucoup de modèles de scores ne sont pas applicables aux entreprises non endettés à long terme.

Le résultat de l'enquête montre que les causes de défaillances des entreprises au Mali sont dues aux problèmes de management, à la mauvaise organisation et aux manœuvres.

En outre, on peut dire que plus de 40 années de recherche empirique sur la prédiction de faillite n'a pas réussi à produire un accord sur les variables qui sont de bons prédicateurs et pourquoi.

L'utilisation de tels modèles peut permettre de gagner en objectivité mais risque de manquer de profondeur. Pour cette raison, ces modèles ne remplaceront jamais le jugement d'une personne à savoir le dirigeant ou l'investisseur ou le Banquier. Ils servent plutôt d'avertisseurs.

Enfin, nous recommandons que les analystes financiers de la zone UEMOA développent un modèle adapté à la situation économique et financière de la zone.

ANNEXES

CESAG - BIBLIOTHEQUE

Annexe 1 : Bilan de 2010

Dénomination sociale de l'entreprise : BUILDERS DIAWARA SOLAR
 Adresse : BP: 2784 TEL: 20 21 45 28 Hamdallaye ACI 2000
 N° d'identification fiscale : 08411706L Exercice clos le : 31/12/2010
 Durée (en mois) : 12

BILAN -SYSTEME NORMAL

Ref	ACTIF	Exercice 2010			Exercice 2009
		Brut	Amort./Prov.	Net	Net
	ACTIF IMMOBILISE⁽¹⁾				
AA	Charges immobilisées	0	0	0	0
AB	Frais d'établissement et Charges à répartir	0	0	0	0
AC	Primes de remboursement des obligations	0	0	0	0
AD	Immobilisations incorporelles	1 500 000	1 500 000	0	300 000
AE	Frais de recherche et de développement	1 500 000	1 500 000	0	300 000
AF	Brevets, licences, logiciels			0	0
AG	Fonds commercial	0		0	0
AH	Autres immobilisations incorporelles	0		0	0
AI	Immobilisations corporelles	321 754 439	242 936 775	78 817 664	109 803 224
AJ	Terrains	70 000 000		70 000 000	70 000 000
AK	Bâtiments			0	0
AL	Installations et agencements	25 712 917	24 651 270	1 061 647	3 681 639
AM	Matériel	135 582 156	132 433 180	3 148 976	3 228 209
AN	Matériel de transport	90 459 366	85 852 325	4 607 041	32 893 376
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations			0	0
AQ	Immobilisations financières	204 742 747	0	204 742 747	0
AR	Titres de participation			0	0
AS	Autres immobilisations financières	204 742 747		204 742 747	179 533 497
AW	(1) dont H.A.O.: Brut Net				
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	527 997 186	244 436 775	283 560 411	289 636 721
	ACTIF CIRCULANT				
BA	Actif circulant H.A.O.	0	0	0	0
BB	Stocks	0	0	0	0
BC	Marchandises		0	0	0
BD	Matières premières et autres approvis.			0	0
BE	En-cours		0	0	0
BF	Produits fabriqués	0	0	0	0
BG	Créances et emplois assimilés	507 029 558	0	507 029 558	84 282 668
BH	Fournisseurs, avances versées			0	0
BI	Clients	33 115 470		33 115 470	20 998 955
BJ	Autres créances	473 914 088		473 914 088	63 283 713
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	507 029 558	0	507 029 558	84 282 668
	TRESORERIE - ACTIF				
BQ	Titres de placement			0	0
BR	Valeurs à encaisser			0	0
BS	Banques, chèques postaux, caisse	6 783 210		6 783 210	210 634 825
BT	TOTAL TRESORERIE - ACTIF (III)	6 783 210	0	6 783 210	210 634 825
BU	Ecart de conversion - Actif (IV) probable de change) (perte)	0	0	0	0
BZ	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	1 041 809 954	244 436 775	797 373 179	584 554 214

Annexe 2 : Bilan de 2010 suite

Dénomination sociale de l'entreprise : BUILDERS DIAWARA SOLAR
 Adresse : BP: 2784 TEL: 20 21 45 28 Hamdallaye ACI 2000
 N° d'identification fiscale : 08411706L Exercice clos le : 31/12/2010
 Durée (en mois) : 12

BILAN -SYSTEME NORMAL

Réf.	PASSIF (avant répartition)	Exercice 2010	Exercice 2009
	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
CA	Capital	<u>90 000 000</u>	<u>90 000 000</u>
CB	Actionnaires capital non appelé		0
CC	Primes et Réserves		
CD	Primes d'apport, d'émission, de fusion		0
CE	Ecart de réévaluation		0
CF	Réserves indisponibles		0
CG	Réserves libres		0
CH	Report à nouveau + ou -	45 117 005	31 932 870
CI	Résultat net de l'exercice (bénéfice+ ou perte-)	20 770 835	13 184 135
CK	Autres capitaux propres	0	0
CL	Subventions d'investissement		0
CM	Provisions réglementées et fonds assimilés		0
CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES(I)	155 887 840	135 117 005
	DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES (1)		
DA	Emprunts		0
DB	Dettes de crédit-bail et contrats assimilés		0
DC	Dettes financières diverses		0
DD	Provisions financières pour risques et charges		0
DE	(1) dont H.A.O.:		
DF	TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	0	0
DG	TOTAL RESSOURCES STABLES (I+II)	155 887 840	135 117 005
	PASSIF CIRCULANT		
DH	Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O		0
DI	Clients, avances reçues		251 406 728
DJ	Fournisseurs d'exploitation	2 055 000	2 055 000
DK	Dettes fiscales	14 620 242	57 988 017
DL	Dettes sociales	1 280 447	644 576
DM	Autres dettes	23 529 650	137 342 888
DN	Risques provisionnés	0	0
DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT(III)	41 485 339	449 437 209
	TRESORERIE - PASSIF		
DQ	Banques, crédits d'escompte		0
DR	Banques, crédits de trésorerie	600 000 000	0
DS	Banques, découverts		0
DT	TOTAL TRESORERIE - PASSIF(IV)	600 000 000	0
DV	Ecart de conversion-Passif(V) (gain probable de change)	0	0
DZ	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	797 373 179	584 554 214

Annexe 3 : Compte de résultat de 2010

Dénomination sociale de l'entreprise : BUILDERS DIAWARA SOLAR
 Adresse : BP: 2784 TEL: 20 21 45 28 Hamdallaye ACI 2000
 N° d'identification fiscale : 08411706L Exercice clos le : 31/12/2010
 Durée (en mois) : 12

COMPTE DE RESULTAT - SYSTEME NORMAL

Réf.	CHARGES	Exercice 2010	Exercice 2009
	ACTIVITE D'EXPLOITATION		
RA	Achats de marchandises	2 339 700	0
RB	- Variation de stocks (- ou +) (Marge brute sur marchandises voir TB)		21 236 870
RC	Achats de matières premières et fournitures liées		0
RD	- Variation de stocks (- ou +) (Marge brute sur matières voir TG)		0
RE	Autres achats	814 483 255	735 186 532
RH	- Variation de stocks (- ou +)		0
RI	Transports	9 683 530	4 538 547
RJ	Services extérieurs	128 985 801	130 040 413
RK	Impôts et taxes	16 109 098	2 234 441
RL	Autres charges (Valeur ajoutée voir TN)	1 440 000	855 000
RP	Charges de personnel ⁽¹⁾	18 527 749	12 550 368
	⁽¹⁾ dont personnel extérieur...../.....		
RQ	(Excédent brut extérieur voir TQ)		
RS	Dotations aux amortissements et aux provisions	33 486 060	30 086 745
RW	Total des charges d'exploitation	1 025 055 193	936 728 916
	(Résultat d'exploitation voir TX)		
	ACTIVITE FINANCIERE		
SA	Frais Financiers	0	3 180 070
SC	Pertes de change		0
SD	Dotations aux amortissements et aux provisions		0
SF	Total des charges financières	0	3 180 070
	(Résultat Financier voir UG)		
SH	Total des charges des activités ordinaires	1 025 055 193	939 908 986
	(Résultat des activités ordinaires voir UI)		
	HORS ACTIVITE ORDINAIRE (H.A.O)		
SK	Valeurs comptables des cessions d'Immobilisations		0
SL	Charges H.A.O.		0
SM	Dotations H.A.O.		0
SO	Total des charges H.A.O.	0	0
	(Résultat H.A.O. voir UP)		
SQ	Participation des travailleurs		0
SR	Impôts sur le résultat	10 807 300	7 202 213
SS	Total Participation et Impôts	10 807 300	7 202 213
ST	TOTAL GENERAL DES CHARGES	1 035 862 493	947 111 199
	(Résultat Net voir UZ)		

Annexe 4 : Compte de Résultat 2010 suite

Dénomination sociale de l'entreprise : BUILDERS DIAWARA SOLAR

Adresse : BP: 2784 TEL: 20 21 45 28 Hamdallaye ACI 2000

N° d'identification fiscale : 08411706L Exercice clos le : 31/12/2010

Durée (en mois) : 12

COMPTE DE RESULTAT - SYSTEME NORMAL

Réf.	PRODUITS	Exercice 2010	Exercice 2009
	ACTIVITE D'EXPLOITATION		
TA	Vente de marchandises		0
TB	Marge Brute sur Marchandises	-2 339 700	-21 236 870
TC	Vente de Produits Fabriqués		0
TD	Travaux, services vendus	1 055 933 328	960 295 334
TE	Production stockée (ou déstockage)	(+ ou -)	0
TF	Productions Immobilisées		0
TG	Marge Brute sur Matières	1 055 933 328	960 295 334
TH	Produits Accessoires		0
TI	CHIFFRE D'AFFAIRES ⁽¹⁾ (TA+TC+TD+TH) ...	1 055 933 328	960 295 334
TJ	⁽¹⁾ dont à l'exportation
TK	Subventions d'exploitation		0
TL	Autres Produits		0
TN	Valeur Ajoutée ...	82 891 944	66 203 531
TQ	Excédent Brut d'Exploitation	64 364 195	53 653 163
TS	Reprises de Provisions		0
TT	Transferts de Charges		0
TW	Total des Produits d'exploitations	1 055 933 328	960 295 334
TX	Résultat d'exploitation (+ou-)	30 878 135	23 566 418
	ACTIVITE FINANCIERE		
UA	Revenus Financiers		0
UC	Gains de Change		0
UD	Reprises de Provision		0
UE	Transfert de Charges		0
UF	Total des Produits Financiers	0	0
UG	Résultat Financier (+ou-) ...	0	-3 180 070
UH	Total des Produits des activités ordinaires	1 055 933 328	960 295 334
UI	Résultat des activités ordinaires ⁽¹⁾ (+ou-)	30 878 135	20 386 348
UJ	⁽¹⁾ dont impôt correspondant	10 107 300	7 202 213
	HORS ACTIVITE ORDINAIRE (H.A.O)		
UK	Produits des Cessions d'Immobilisations		0
UL	Produits H.A.O.		0
UM	Reprises H.A.O.		0
UN	Transfert de Charges		0
UO	Total des Produits H.A.O.	0	0
UP	Résultat H.A.O.(+ou-) ...	0	0
UT	TOTAL GENERAL DES PRODUITS	1 055 933 328	960 295 334
UZ	Résultat Net Bénéfice(+); Perte(-)	20 770 835	13 184 135

Annexe 5 : Bilan de 2009

Dénomination sociale de l'entreprise : BUILDERS DIAWARA SOLAR
 Adresse : BP: 2784 TEL: 20 21 45 28 Hamdallaye ACI 2000
 N° d'identification fiscale : 08411706L Exercice clos le : 31/12/2009
 Durée (en mois) : 12

BILAN -SYSTÈME NORMAL

Ref	ACTIF	Exercice 2009			Exercice 2008
		Brut	Amort./Prov.	Net	Net
	ACTIF IMMOBILISÉ⁽¹⁾				
AA	Charges immobilisées	0	0	0	0
AB	Frais d'établissement et Charges à répartir	0	0	0	0
AC	Primes de remboursement des obligations	0	0	0	0
AD	Immobilisations incorporelles	1 500 000	1 200 000	300 000	600 000
AE	Frais de recherche et de développement	1 500 000	1 200 000	300 000	600 000
AF	Brevets, licences, logiciels			0	0
AG	Fonds commercial	0		0	0
AH	Autres immobilisations Incorporelles	0		0	0
AI	Immobilisations corporelles	319 553 939	209 750 715	109 803 224	99 331 744
AJ	Terrains	70 000 000		70 000 000	70 000 000
AK	Bâtiments			0	0
AL	Installations et agencements	25 712 917	22 031 278	3 681 639	5 814 631
AM	Matériel	134 627 156	131 398 947	3 228 209	1 655 000
AN	Matériel de transport	89 213 866	56 320 490	32 893 376	21 862 113
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations			0	0
AQ	Immobilisations financières	179 533 497	0	179 533 497	0
AR	Titres de participation			0	0
AS	Autres immobilisations financières	179 533 497		179 533 497	28 839 418
AW	(1) dont H.A.O.: Brut Net				
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	500 587 436	210 950 715	289 636 721	128 771 162
	ACTIF CIRCULANT				
BA	Actif circulant H.A.O.	0	0	0	0
BB	Stocks	0	0	0	21 236 870
BC	Marchandises		0	0	21 236 870
BD	Matières premières et autres approvis.			0	0
BE	En-cours		0	0	0
BF	Produits fabriqués	0	0	0	0
BG	Créances et emplois assimilés	84 282 668	0	84 282 668	515 030 994
BH	Fournisseurs, avances versées			0	55 560 418
BI	Clients	20 998 955		20 998 955	122 227 758
BJ	Autres créances	63 283 713		63 283 713	337 242 818
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT(II)	84 282 668	0	84 282 668	536 267 864
	TRESORERIE - ACTIF				
BQ	Titres de placement			0	0
BR	Valeurs à encaisser			0	0
BS	Banques, chèques postaux, caisse	210 634 825		210 634 825	14 083 516
BT	TOTAL TRESORERIE - ACTIF(III)	210 634 825	0	210 634 825	14 083 516
BU	Ecarts de conversion - Actif (IV) probable de change	0	0	0	0
BZ	TOTAL GENERAL(I+II+III+IV)	795 504 929	210 950 715	584 554 214	679 122 542

Annexe 6 : Bilan de 2009 suite

Dénomination sociale de l'entreprise : BUILDERS DIAWARA SOLAR
 Adresse : BP: 2784 TEL: 20 21 45 28 Hamdallaye ACI 2000
 N° d'identification fiscale : 08411706L Exercice clos le : 31/12/2009
 Durée (en mois) : 12

BILAN -SYSTEME NORMAL

Réf.	PASSIF (avant répartition)	Exercice 2009	Exercice 2008
	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
CA	Capital	<u>90 000 000</u>	<u>90 000 000</u>
CB	Actionnaires capital non appelé		0
CC	Primes et Réserves		
CD	Primes d'apport, d'émission, de fusion		0
CE	Ecart de réévaluation		0
CF	Réserves indisponibles		0
CG	Réserves libres		0
CH	Report à nouveau + ou -	31 932 870	29 007 021
CI	Résultat net de l'exercice (bénéfice+ ou perte-)	13 184 135	2 925 849
CK	Autres capitaux propres	0	0
CL	Subventions d'investissement		0
CM	Provisions réglementées et fonds assimilés		0
CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES(I)	135 117 005	121 932 870
	DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES ⁽¹⁾		
DA	Emprunts		0
DB	Dettes de crédit-bail et contrats assimilés		0
DC	Dettes financières diverses		0
DD	Provisions financières pour risques et charges		0
DE	(1) dont H.A.O.:		
DF	TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	0	0
DG	TOTAL RESSOURCES STABLES (I+II)	135 117 005	121 932 870
	PASSIF CIRCULANT		
DH	Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O		65 759 690
DI	Clients, avances reçues	251 406 728	207 455 842
DJ	Fournisseurs d'exploitation	2 055 000	219 280 388
DK	Dettes fiscales	57 988 017	21 554 768
DL	Dettes sociales	644 576	145 298
DM	Autres dettes	137 342 888	5 340 500
DN	Risques provisionnés	0	0
DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT(III)	449 437 209	519 536 486
	TRESORERIE - PASSIF		
DQ	Banques, crédits d'escompte		37 071 160
DR	Banques, crédits de trésorerie		0
DS	Banques, découverts		582 026
DT	TOTAL TRESORERIE - PASSIF(IV)	0	37 653 186
DV	Ecart de conversion-Passif(V) (gain probable de change)	0	0
DZ	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	584 554 214	679 122 542

Annexe 7 : Compte de résultat de 2009

Dénomination sociale de l'entreprise : BUILDERS DIAWARA SOLAR
 Adresse : BP: 2784 TEL: 20 21 45 28 Hamdallaye ACI 2000
 N° d'identification fiscale : 08411706L Exercice clos le : 31/12/2009
 Durée (en mois) : 12

COMPTE DE RESULTAT - SYSTEME NORMAL

Réf.	CHARGES	Exercice 2009	Exercice 2008
	ACTIVITE D'EXPLOITATION		
RA	Achats de marchandises	0	119 545 030
RB	- Variation de stocks (- ou +) (Marge brute sur marchandises voir TB)	21 236 870	8 513 765
RC	Achats de matières premières et fournitures liées		83 771 302
RD	- Variation de stocks (- ou +) (Marge brute sur matières voir TG)		0
RE	Autres achats	735 186 532	37 844 821
RH	- Variation de stocks (- ou +)		0
RI	Transports	4 538 547	1 629 900
RJ	Services extérieurs	130 040 413	41 384 004
RK	Impôts et taxes	2 234 441	17 007 675
RL	Autres charges (Valeur ajoutée voir TN)	855 000	50 000
RP	Charges de personnel ⁽¹⁾ (⁽¹⁾ dont personnel extérieur.....)	12 550 368	8 134 429
RQ	(Excédent brut extérieur voir TQ)		
RS	Dotations aux amortissements et aux provisions	30 086 745	32 416 444
RW	Total des charges d'exploitation (Résultat d'exploitation voir TX)	936 728 916	350 297 370
	ACTIVITE FINANCIERE		
SA	Frais Financiers	3 180 070	22 149 216
SC	Pertes de change		0
SD	Dotations aux amortissements et aux provisions		0
SF	Total des charges financières (Résultat Financier voir UG)	3 180 070	22 149 216
SH	Total des charges des activités ordinaires (Résultat des activités ordinaires voir UI)	939 908 986	372 446 586
	HORS ACTIVITE ORDINAIRE (H.A.O)		
SK	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations		0
SL	Charges H.A.O.		0
SM	Dotations H.A.O.		0
SO	Total des charges H.A.O. (Résultat H.A.O. voir UP)	0	0
SQ	Participation des travailleurs		0
SR	Impôts sur le résultat	7 202 213	2 836 568
SS	Total Participation et Impôts	7 202 213	2 836 568
ST	TOTAL GENERAL DES CHARGES (Résultat Net voir UZ)	947 111 199	375 283 154

Annexe 8 : Compte de Résultat 2009 suite

Dénomination sociale de l'entreprise : BUILDERS DIAWARA SOLAR
 Adresse : BP: 2784 TEL: 20 21 45 28 Hamdallaye ACI 2000
 N° d'identification fiscale : 08411706L Exercice clos le : 31/12/2009
 Durée (en mois) : 12

COMPTE DE RESULTAT - SYSTEME NORMAL

Réf.	PRODUITS	Exercice 2009		Exercice 2008
	ACTIVITE D'EXPLOITATION			
TA	Vente de marchandises			259 045 647
TB	Marge Brute sur Marchandises	-21 236 870	130 986 852	
TC	Vente de Produits Fabriqués			0
TD	Travaux, services vendus		960 295 334	119 163 356
TE	Production stockée (ou déstockage)	(+ ou -)		0
TF	Productions Immobilisées			0
TG	Marge Brute sur Matières	960 295 334	35 392 054	
TH	Produits Accessoires			0
TI	CHIFFRE D'AFFAIRES ⁽¹⁾ (TA+TC+TD+TH) ...	960 295 334	378 209 003	
TJ	⁽¹⁾ dont à l'exportation	/.....	
TK	Subventions d'exploitation			0
TL	Autres Produits			0
TN	Valeur Ajoutée ...	66 203 531	68 462 506	
TQ	Excédent Brut d'Exploitation	53 653 163	60 328 077	
TS	Reprises de Provisions			0
TT	Transferts de Charges			0
TW	Total des Produits d'exploitations		960 295 334	378 209 003
TX	Résultat d'exploitation (+ou-)	23 566 418	27 911 633	
	ACTIVITE FINANCIERE			
UA	Revenus Financiers			0
UC	Gains de Change			0
UD	Reprises de Provision			0
UE	Transfert de Charges			0
UF	Total des Produits Financiers		0	0
UG	Résultat Financier (+ou-) ...	-3 180 070	-22 149 216	
UH	Total des Produits des activités ordinaires		960 295 334	378 209 003
UI	Résultat des activités ordinaires ⁽¹⁾ (+ou-)	20 386 348	5 762 417	
UJ	⁽¹⁾ dont impôt correspondant	7 202 213	2 836 568	
	HORS ACTIVITE ORDINAIRE (H.A.O)			
UK	Produits des Cessions d'Immobilisations			0
UL	Produits H.A.O.			0
UM	Reprises H.A.O.			0
UN	Transfert de Charges			0
UO	Total des Produits H.A.O.		0	0
UP	Résultat H.A.O.(+ou-) ...	0	0	
UT	TOTAL GENERAL DES PRODUITS		960 295 334	378 209 003
UZ	Résultat Net Bénéfice(+); Perte(-)	13 184 135	2 925 849	

Annexe 9 : Bilan de 2008

Dénomination sociale de l'entreprise : BUILDERS DIAWARA SOLAR
 Adresse : BP: 2784 TEL: 20 21 45 28 Hamdallaye ACI 2000
 N° d'identification fiscale : 08411706L Exercice clos le : 31/12/2008
 Durée (en mois) : 12

BILAN -SYSTEME NORMAL

Ref	ACTIF	Exercice 2008			Exercice 2007
		Brut	Amort./Prov.	Net	Net
	ACTIF IMMOBILISE⁽¹⁾				
AA	Charges immobilisées	0	0	0	0
AB	Frais d'établissement et Charges à répartir	0	0	0	0
AC	Primes de remboursement des obligations	0	0	0	0
AD	Immobilisations incorporelles	1 500 000	900 000	600 000	900 000
AE	Frais de recherche et de développement	1 500 000	900 000	600 000	900 000
AF	Brevets, licences, logiciels			0	0
AG	Fonds commercial	0		0	0
AH	Autres immobilisations incorporelles	0		0	0
AI	Immobilisations corporelles	279 295 714	179 963 970	99 331 744	127 115 547
AJ	Terrains	70 000 000		70 000 000	70 000 000
AK	Bâtiments			0	0
AL	Installations et agencements	25 225 917	19 411 286	5 814 631	8 337 223
AM	Matériel	132 092 156	130 437 156	1 655 000	19 198 324
AN	Matériel de transport	51 977 641	30 115 528	21 862 113	29 580 000
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations			0	0
AQ	Immobilisations financières	28 839 418	0	28 839 418	0
AR	Titres de participation			0	0
AS	Autres immobilisations financières	28 839 418		28 839 418	23 903 264
AW	(1) dont H.A.O.: Brut Net				
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	309 635 132	180 863 970	128 771 162	151 918 811
	ACTIF CIRCULANT				
BA	Actif circulant H.A.O.	0	0	0	0
BB	Stocks	21 236 870	0	21 236 870	29 750 635
BC	Marchandises	21 236 870	0	21 236 870	29 750 635
BD	Matières premières et autres approvis.			0	0
BE	En-cours		0	0	0
BF	Produits fabriqués	0	0	0	0
BG	Créances et emplois assimilés	515 030 994	0	515 030 994	169 670 226
BH	Fournisseurs, avances versées	55 560 418		55 560 418	0
BI	Clients	122 227 758		122 227 758	52 493 648
BJ	Autres créances	337 242 818		337 242 818	117 176 578
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	536 267 864	0	536 267 864	199 420 861
	TRESORERIE - ACTIF				
BQ	Titres de placement			0	0
BR	Valeurs à encaisser			0	0
BS	Banques, chèques postaux, caisse	14 083 516		14 083 516	12 208 358
BT	TOTAL TRESORERIE - ACTIF (III)	14 083 516	0	14 083 516	12 208 358
BU	Ecarts de conversion - Actif (IV) probable de change) (perte	0	0	0	0
BZ	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	859 986 512	180 863 970	679 122 542	363 548 030

Annexe 10 : Bilan de 2008 suite

Dénomination sociale de l'entreprise : BUILDERS DIAWARA SOLAR
 Adresse : BP: 2784 TEL: 20 21 45 28 Hamdallaye ACI 2000
 N° d'identification fiscale : 08411706L Exercice clos le : 31/12/2008
 Durée (en mois) : 12

BILAN -SYSTEME NORMAL

Réf.	PASSIF (avant répartition)	Exercice 2008	Exercice 2007
	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
CA	Capital	<u>90 000 000</u>	<u>90 000 000</u>
CB	Actionnaires capital non appelé		0
CC	Primes et Réserves		
CD	Primes d'apport, d'émission, de fusion		0
CE	Ecart de réévaluation		0
CF	Réserves indisponibles		0
CG	Réserves libres		0
CH	Report à nouveau + ou -	29 007 021	24 726 857
CI	Résultat net de l'exercice (bénéfice+ ou perte-)	2 925 849	7 442 933
CK	Autres capitaux propres	0	0
CL	Subventions d'investissement		0
CM	Provisions réglementées et fonds assimilés		0
CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES(I)	121 932 870	122 169 790
	DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES ⁽¹⁾		
DA	Emprunts	0	50 000 000
DB	Dettes de crédit-bail et contrats assimilés		0
DC	Dettes financières diverses		0
DD	Provisions financières pour risques et charges		0
DE	(1) dont H.A.O.:		
DF	TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	0	50 000 000
DG	TOTAL RESSOURCES STABLES (I+II)	121 932 870	172 169 790
	PASSIF CIRCULANT		
DH	Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O	65 759 690	0
DI	Clients, avances reçues	207 455 842	0
DJ	Fournisseurs d'exploitation	219 280 388	181 281 655
DK	Dettes fiscales	21 554 768	3 490 787
DL	Dettes sociales	145 298	1 265 298
DM	Autres dettes	5 340 500	5 340 500
DN	Risques provisionnés	0	0
DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT(III)	519 536 486	191 378 240
	TRESORERIE - PASSIF		
DQ	Banques, crédits d'escompte	37 071 160	0
DR	Banques, crédits de trésorerie		0
DS	Banques, découverts	582 026	0
DT	TOTAL TRESORERIE - PASSIF(IV)	37 653 186	0
DV	Ecart de conversion-Passif(V) (gain probable de change)	0	0
DZ	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	679 122 542	363 548 030

Annexe 11 : Compte de Résultat 2008

Dénomination sociale de l'entreprise : BUILDERS DIAWARA SOLAR
 Adresse : BP: 2784 TEL: 20 21 45 28 Hamdallaye ACI 2000
 N° d'identification fiscale : 08411706L Exercice clos le : 31/12/2008
 Durée (en mois) : 12

COMPTE DE RESULTAT - SYSTEME NORMAL

Réf.	CHARGES	Exercice 2008	Exercice 2007
	ACTIVITE D'EXPLOITATION		
RA	Achats de marchandises	119 545 030	195 420 621
RB	- Variation de stocks (- ou +)	8 513 765	5 143 227
	(Marge brute sur marchandises voir TB)		
RC	Achats de matières premières et fournitures liées	83 771 302	64 256 225
RD	- Variation de stocks (- ou +)		0
	(Marge brute sur matières voir TG)		
RE	Autres achats	37 844 821	38 880 771
RH	- Variation de stocks (- ou +)		0
RI	Transports	1 629 900	4 500 853
RJ	Services extérieurs	41 384 004	28 356 069
RK	Impôts et taxes	17 007 675	24 650 429
RL	Autres charges (Valeur ajoutée voir TN)	50 000	725 000
RP	Charges de personnel ⁽¹⁾	8 134 429	6 573 572
	⁽¹⁾ dont personnel extérieur.....		
RQ	(Excédent brut extérieur voir TQ)		
RS	Dotations aux amortissements et aux provisions	32 416 444	38 770 023
RW	Total des charges d'exploitation	350 297 370	407 276 790
	(Résultat d'exploitation voir TX)		
	ACTIVITE FINANCIERE		
SA	Frais Financiers	22 149 216	6 982 832
SC	Pertes de change		0
SD	Dotations aux amortissements et aux provisions		0
SF	Total des charges financières	22 149 216	6 982 832
	(Résultat Financier voir UG)		
SH	Total des charges des activités ordinaires	372 446 586	414 259 622
	(Résultat des activités ordinaires voir UI)		
	HORS ACTIVITE ORDINAIRE (H.A.O)		
SK	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations		0
SL	Charges H.A.O.		0
SM	Dotations H.A.O.		0
SO	Total des charges H.A.O.	0	0
	(Résultat H.A.O. voir UP)		
SQ	Participation des travailleurs		4 280 164
SR	Impôts sur le résultat	2 836 568	3 162 769
SS	Total Participation et Impôts	2 836 568	7 442 933
ST	TOTAL GENERAL DES CHARGES	375 283 154	421 702 555
	(Résultat Net voir UZ)		

Annexe 12 : Compte de Résultat 2008 suite

Dénomination sociale de l'entreprise : BUILDERS DIAWARA SOLAR
 Adresse : BP: 2784 TEL: 20 21 45 28 Hamdallaye ACI 2000
 N° d'identification fiscale : 08411706L Exercice clos le : 31/12/2008
 Durée (en mois) : 12

COMPTE DE RESULTAT - SYSTEME NORMAL

Réf.	PRODUITS	Exercice 2008	Exercice 2007
	ACTIVITE D'EXPLOITATION		
TA	Vente de marchandises	259 045 647	324 544 718
TB	Marge Brute sur Marchandises	130 986 852	134 267 324
TC	Vente de Produits Fabriqués		0
TD	Travaux, services vendus	119 163 356	97 157 837
TE	Production stockée (ou déstockage) (+ ou -)		0
TF	Productions Immobilisées		0
TG	Marge Brute sur Matières	35 392 054	32 901 612
TH	Produits Accessoires		0
TI	CHIFFRE D'AFFAIRES ⁽¹⁾ (TA+TC+TD+TH) ...	378 209 003	421 702 555
TJ	⁽¹⁾ dont à l'exportation		
TK	Subventions d'exploitation		0
TL	Autres Produits		0
TN	Valeur Ajoutée ...	66 462 506	59 769 360
TQ	Excédent Brut d'Exploitation	60 328 077	53 195 788
TS	Reprises de Provisions		0
TT	Transferts de Charges		0
TW	Total des Produits d'exploitations	378 209 003	421 702 555
TX	Résultat d'exploitation (+ou-)	27 911 633	14 425 765
	ACTIVITE FINANCIERE		
UA	Revenus Financiers		0
UC	Gains de Change		0
UD	Reprises de Provision		0
UE	Transfert de Charges		0
UF	Total des Produits Financiers	0	0
UG	Résultat Financier (+ou-) ...	-22 149 216	-6 982 832
UH	Total des Produits des activités ordinaires	378 209 003	421 702 555
UI	Résultat des activités ordinaires ⁽¹⁾ (+ou-)	5 762 417	7 442 933
UJ	⁽¹⁾ dont impôt correspondant	2 836 568	0
	HORS ACTIVITE ORDINAIRE (H.A.O)		
UK	Produits des Cessions d'Immobilisations		0
UL	Produits H.A.O.		0
UM	Reprises H.A.O.		0
UN	Transfert de Charges		0
UO	Total des Produits H.A.O.	0	0
UP	Résultat H.A.O.(+ou-) ...	0	0
UT	TOTAL GENERAL DES PRODUITS	378 209 003	421 702 555
UZ	Résultat Net Bénéfice(+); Perte(-)	2 925 849	7 442 933

Annexe 13 : Bilan de 2007

Dénomination sociale de l'entreprise : BUILDERS DIAWARA SOLAR
 Adresse : BP: 2784 TEL: 20 21 45 28 Hamdallaye ACI 2000
 N° d'identification fiscale : 08411706L Exercice clos le : 31/12/2007
 Durée (en mois) : 12

BILAN -SYSTÈME NORMAL

Ref	ACTIF	Exercice 2007			Exercice 2006
		Brut	Amort./Prov.	Net	Net
	ACTIF IMMOBILISE⁽¹⁾				
AA	Charges immobilisées	0	0	0	0
AB	Frais d'établissement et Charges à répartir	0	0	0	0
AC	Primes de remboursement des obligations	0	0	0	0
AD	Immobilisations incorporelles	1 500 000	600 000	900 000	1 200 000
AE	Frais de recherche et de développement	1 500 000	600 000	900 000	0
AF	Brevets, licences, logiciels			0	1 200 000
AG	Fonds commercial	0		0	0
AH	Autres immobilisations incorporelles	0		0	0
AI	Immobilisations corporelles	274 963 073	147 847 526	127 115 547	164 363 070
AJ	Terrains	70 000 000		70 000 000	70 000 000
AK	Bâtiments			0	0
AL	Installations et agencements	25 225 917	16 888 694	8 337 223	10 859 815
AM	Matériel	130 437 156	111 238 832	19 198 324	44 063 255
AN	Matériel de transport	49 300 000	19 720 000	29 580 000	39 440 000
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations			0	0
AQ	Immobilisations financières	23 903 264	0	23 903 264	0
AR	Titres de participation			0	0
AS	Autres immobilisations financières	23 903 264		23 903 264	0
AW	(1) dont H.A.O.: Brut Net				
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	300 366 337	148 447 526	151 918 811	165563070
	ACTIF CIRCULANT				
BA	Actif circulant H.A.O.	0	0	0	0
BB	Stocks	29 750 635	0	29 750 635	34 893 862
BC	Marchandises	29 750 635	0	29 750 635	34 893 862
BD	Matières premières et autres approvis.				0
BE	En-cours		0	0	0
BF	Produits fabriqués	0	0	0	0
BG	Créances et emplois assimilés	169 670 226	0	169 670 226	50 193 427
BH	Fournisseurs, avances versées			0	0
BI	Clients	52 493 648		52 493 648	46 993 427
BJ	Autres créances	117 176 578		117 176 578	3 200 000
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	199 420 861	0	199 420 861	85 087 289
	TRESORERIE - ACTIF				
BQ	Titres de placement			0	0
BR	Valeurs à encaisser			0	0
BS	Banques, chèques postaux, caisse	12 208 358		12 208 358	271 199
BT	TOTAL TRESORERIE - ACTIF (III)	12 208 358	0	12 208 358	271 199
BU	Ecarts de conversion - Actif (IV) (perte probable de change)	0	0	0	0
BZ	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	511 995 556	148 447 526	363 548 030	250 921 558

Annexe 14 : Bilan 2007 suite

Dénomination sociale de l'entreprise : BUILDERS DIAWARA SOLAR
 Adresse : BP: 2784 TEL: 20 21 45 28 Hamdallaye ACI 2000
 N° d'identification fiscale : 08411706L Exercice clos le : 31/12/2007
 Durée (en mois) : 12

BILAN -SYSTEME NORMAL

Réf.	PASSIF (avant répartition)	Exercice 2007	Exercice 2006
	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
CA	Capital	<u>90 000 000</u>	<u>90 000 000</u>
CB	Actionnaires capital non appelé		0
CC	Primes et Réserves		
CD	Primes d'apport, d'émission, de fusion		0
CE	Ecart de réévaluation		0
CF	Réserves indisponibles		0
CG	Réserves libres		0
CH	Report à nouveau + ou -	24 726 857	18 784 000
CI	Résultat net de l'exercice (bénéfice+ ou perte-)	7 442 933	9 142 857
CK	Autres capitaux propres	0	0
CL	Subventions d'investissement		0
CM	Provisions réglementées et fonds assimilés		0
CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES(I)	122 169 790	117 926 857
	DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES ⁽¹⁾		
DA	Emprunts	50 000 000	50 000 000
DB	Dettes de crédit-bail et contrats assimilés		0
DC	Dettes financières diverses		0
DD	Provisions financières pour risques et charges		0
DE	(1) dont H.A.O.:		
DF	TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	50 000 000	50 000 000
DG	TOTAL RESSOURCES STABLES (I+II)	172 169 790	167 926 857
	PASSIF CIRCULANT		
DH	Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O		0
DI	Clients, avances reçues		0
DJ	Fournisseurs d'exploitation	181 281 655	79 386 759
DK	Dettes fiscales	3 490 787	3 607 942
DL	Dettes sociales	1 265 298	0
DM	Autres dettes	5 340 500	0
DN	Risques provisionnés	0	0
DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT(III)	191 378 240	82 994 701
	TRESORERIE - PASSIF		
DQ	Banques, crédits d'escompte		0
DR	Banques, crédits de trésorerie		0
DS	Banques, découverts		0
DT	TOTAL TRESORERIE - PASSIF(IV)	0	0
DV	Ecart de conversion-Passif(V) (gain probable de change)	0	0
DZ	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	363 548 030	250 921 558

Annexe 15 : Compte de Résultat 2007

Dénomination sociale de l'entreprise : BUILDERS DIAWARA SOLAR
 Adresse : BP: 2784 TEL: 20 21 45 28 Hamdallaye ACI 2000
 N° d'identification fiscale : 08411706L Exercice clos le : 31/12/2007
 Durée (en mois) : 12

COMPTE DE RESULTAT - SYSTEME NORMAL

Réf.	CHARGES	Exercice 2007	Exercice 2006
	ACTIVITE D'EXPLOITATION		
RA	Achats de marchandises	195 420 621	0
RB	- Variation de stocks (- ou +)	5 143 227	0
	(Marge brute sur marchandises voir TB)		
RC	Achats de matières premières et fournitures liées	64 256 225	37 509 370
RD	- Variation de stocks (- ou +)		0
	(Marge brute sur matières voir TG)		
RE	Autres achats	38 880 771	88 842 864
RH	- Variation de stocks (- ou +)		0
RI	Transports	4 500 853	4 446 257
RJ	Services extérieurs	28 356 069	49 900 541
RK	Impôts et taxes	24 650 429	24 756 174
RL	Autres charges (Valeur ajoutée voir TN)	725 000	0
RP	Charges de personnel ⁽¹⁾	6 573 572	4 134 846
	⁽¹⁾ dont personnel extérieur...../.....		
RQ	(Excédent brut extérieur voir TQ)		
RS	Dotations aux amortissements et aux provisions	38 770 023	38 525 523
RW	Total des charges d'exploitation	407 276 790	248 115 575
	(Résultat d'exploitation voir TX)		
	ACTIVITE FINANCIERE		
SA	Frais Financiers	6 982 832	7 369 436
SC	Pertes de change		0
SD	Dotations aux amortissements et aux provisions		0
SF	Total des charges financières	6 982 832	7 369 436
	(Résultat Financier voir UG)		
SH	Total des charges des activités ordinaires	414 259 622	255 485 011
	(Résultat des activités ordinaires voir UI)		
	HORS ACTIVITE ORDINAIRE (H.A.O)		
SK	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations		0
SL	Charges H.A.O.		0
SM	Dotations H.A.O.		0
SO	Total des charges H.A.O.	0	0
	(Résultat H.A.O. voir UP)		
SQ	Participation des travailleurs	4 280 164	5 942 857
SR	Impôts sur le résultat	3 162 769	3 200 000
SS	Total Participation et Impôts	7 442 933	9 142 857
ST	TOTAL GENERAL DES CHARGES	421 702 555	264 627 868
	(Résultat Net voir UZ)		

Annexe 16 : Compte de Résultat 2007 suite

Dénomination sociale de l'entreprise : BUILDERS DIAWARA SOLAR
 Adresse : BP: 2784 TEL: 20 21 45 28 Hamdallaye ACI 2000
 N° d'identification fiscale : 08411706L Exercice clos le : 31/12/2007
 Durée (en mois) : 12

COMPTE DE RESULTAT - SYSTEME NORMAL

Réf.	PRODUITS	Exercice 2007		Exercice 2006	
	ACTIVITE D'EXPLOITATION				
TA	Vente de marchandises			324 544 718	73 188 376
TB	Marge Brute sur Marchandises	134 267 324	73 188 376		
TC	Vente de Produits Fabriqués				0
TD	Travaux, services vendus			97 157 837	191 439 492
TE	Production stockée (ou déstockage)		(+ ou -)		0
TF	Productions Immobilisées				0
TG	Marge Brute sur Matières	32 901 612	153 930 122		
TH	Produits Accessoires				0
TI	CHIFFRE D'AFFAIRES ⁽¹⁾ (TA+TC+TD+TH) ...	421 702 555	264 627 868		
TJ	⁽¹⁾ dont à l'exportation				
TK	Subventions d'exploitation				0
TL	Autres Produits				0
TN	Valeur Ajoutée ...	59 769 360	59 172 662		
TQ	Excédent Brut d'Exploitation	53 195 788	55 037 816		
TS	Reprises de Provisions				0
TT	Transferts de Charges				0
TW	Total des Produits d'exploitations			421 702 555	264 627 868
TX	Résultat d'exploitation (+ou-)	14 425 765	16 512 293		
	ACTIVITE FINANCIERE				
UA	Revenus Financiers				0
UC	Gains de Change				0
UD	Reprises de Provision				0
UE	Transfert de Charges				0
UF	Total des Produits Financiers			0	0
UG	Résultat Financier (+ou-) ...	-6 982 832	-7 369 436		
UH	Total des Produits des activités ordinaires			421 702 555	264 627 868
UI	Résultat des activités ordinaires ⁽¹⁾ (+ou-)	7 442 933	9 142 857		
UJ	⁽¹⁾ dont impôt correspondant	0	0		
	HORS ACTIVITE ORDINAIRE (H.A.O)				
UK	Produits des Cessions d'Immobilisations				0
UL	Produits H.A.O.				0
UM	Reprises H.A.O.				0
UN	Transfert de Charges				0
UO	Total des Produits H.A.O.			0	0
UP	Résultat H.A.O.(+ou-) ...	0	0		
UT	TOTAL GENERAL DES PRODUITS			421 702 555	264 627 868
UZ	Résultat Net Bénéfice(+); Perte(-)	7 442 933	9 142 857		

Annexe 17 : Bilan de 2006

Dénomination sociale de l'entreprise : BUILDERS DIAWARA SOLAR
 Adresse : BP: 2784 TEL: 20 21 45 28 Hamdallaye ACI 2000
 N° d'identification fiscale : 08411706L Exercice clos le : 31/12/2006
 Durée (en mois) : 12

BILAN -SYSTÈME NORMAL

Ref	ACTIF	Exercice 2006			Exercice 2005
		Brut	Amort./Prov.	Net	Net
	ACTIF IMMOBILISÉ⁽¹⁾				
AA	Charges immobilisées	0	0	0	13 382 407
AB	Frais d'établissement et Charges à répartir	0	0	0	13 382 407
AC	Primes de remboursement des obligations	0	0	0	0
AD	Immobilisations incorporelles	1 500 000	300 000	1 200 000	0
AE	Frais de recherche et de développement	0	0	0	0
AF	Brevets, licences, logiciels	1 500 000	300 000	1 200 000	0
AG	Fonds commercial	0	0	0	0
AH	Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
AI	Immobilisations corporelles	273 740 573	109 377 503	164 363 070	166 906 186
AJ	Terrains	70 000 000		70 000 000	70 000 000
AK	Bâtiments			0	0
AL	Installations et agencements	25 225 917	14 366 102	10 859 815	20 377 500
AM	Matériel	129 214 656	85 151 401	44 063 255	49 528 686
AN	Matériel de transport	49 300 000	9 860 000	39 440 000	27 000 000
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations			0	0
AQ	Immobilisations financières	0	0	0	0
AR	Titres de participation			0	0
AS	Autres immobilisations financières			0	0
AW	(1) dont H.A.O.:			0	0
	Brut			0	0
	Net			0	0
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	275 240 573	109 677 503	165 563 070	180 288 593
	ACTIF CIRCULANT				
BA	Actif circulant H.A.O.	0	0	0	0
BB	Stocks	34 893 862	0	34 893 862	92 453 180
BC	Marchandises	34 893 862	0	34 893 862	92 453 180
BD	Matières premières et autres approvis.			0	0
BE	En-cours		0	0	0
BF	Produits fabriqués	0	0	0	0
BG	Créances et emplois assimilés	50 193 427	0	50 193 427	89 407 500
BH	Fournisseurs, avances versées			0	0
BI	Clients	46 993 427		46 993 427	75 800 000
BJ	Autres créances	3 200 000		3 200 000	13 607 500
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	85 087 289	0	85 087 289	181 860 680
	TRESORERIE - ACTIF				
BQ	Titres de placement			0	0
BR	Valeurs à encaisser			0	0
BS	Banques, chèques postaux, caisse	271 199		271 199	15 450 232
BT	TOTAL TRESORERIE - ACTIF (III)	271 199	0	271 199	15 450 232
BU	Ecarts de conversion - Actif (IV) (perte probable de change)	0	0	0	0
BZ	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	360 599 061	109 677 503	250 921 558	377 599 505

Annexe 18 : Bilan de 2006 suite

Dénomination sociale de l'entreprise : BUILDERS DIAWARA SOLAR
 Adresse : BP: 2784 TEL: 20 21 45 28 Hamdallaye ACI 2000
 N° d'identification fiscale : 08411706L Exercice clos le : 31/12/2006
 Durée (en mois) : 12

BILAN -SYSTEME NORMAL

Réf.	PASSIF (avant répartition)	Exercice 2006	Exercice 2005
	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
CA	Capital	<u>90 000 000</u>	<u>90 000 000</u>
CB	Actionnaires capital non appelé	0	0
CC	Primes et Réserves		
CD	Primes d'apport, d'émission, de fusion		0
CE	Ecart de réévaluation		0
CF	Réserves indisponibles		0
CG	Réserves libres		0
CH	Report à nouveau + ou -	18 784 000	3 534 000
CI	Résultat net de l'exercice (bénéfice+ ou perte-)	9 142 857	20 587 500
CK	Autres capitaux propres		0
CL	Subventions d'investissement		0
CM	Provisions réglementées et fonds assimilés		0
CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES(I)	117 926 857	114 121 500
	DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES (1)		
DA	Emprunts	50 000 000	94 250 000
DB	Dettes de crédit-bail et contrats assimilés		0
DC	Dettes financières diverses		50 364 449
DD	Provisions financières pour risques et charges		0
DE	(1) dont H.A.O.:		
DF	TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	50 000 000	144 614 449
DG	TOTAL RESSOURCES STABLES (I+II)	167 926 857	258 735 949
	PASSIF CIRCULANT		
DH	Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O		0
DI	Clients, avances reçues		0
DJ	Fournisseurs d'exploitation	79 386 759	117 390 939
DK	Dettes fiscales	3 607 942	846 547
DL	Dettes sociales		626 070
DM	Autres dettes		0
DN	Risques provisionnés		0
DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT(III)	82 994 701	118 863 556
	TRESORERIE - PASSIF		
DQ	Banques, crédits d'escompte		0
DR	Banques, crédits de trésorerie		0
DS	Banques, découverts		0
DT	TOTAL TRESORERIE - PASSIF(IV)	0	0
DV	Ecart de conversion-Passif(V) (gain probable de change)	0	0
DZ	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	250 921 558	377 599 505

Annexe 19 : Compte de résultat de 2006

Dénomination sociale de l'entreprise : BUILDERS DIAWARA SOLAR

Adresse : BP: 2784 TEL: 20 21 45 28 Hamdallaye ACI 2000

N° d'identification fiscale : 08411706L Exercice clos le : 31/12/2006

Durée (en mois) : 12

COMPTE DE RESULTAT - SYSTEME NORMAL

Réf.	CHARGES	Exercice 2006	Exercice 2005
	ACTIVITE D'EXPLOITATION		
RA	Achats de marchandises		536 816 264
RB	- Variation de stocks (- ou +)		-46 816 264
	(Marge brute sur marchandises voir TB)		
RC	Achats de matières premières et fournitures liées	37 509 370	0
RD	- Variation de stocks (- ou +)		0
	(Marge brute sur matières voir TG)		
RE	Autres achats	88 842 864	39 122 788
RH	- Variation de stocks (- ou +)	0	0
RI	Transports	4 446 257	0
RJ	Services extérieurs	49 900 541	37 163 888
RK	Impôts et taxes	24 756 174	55 838 824
RL	Autres charges (Valeur ajoutée voir TN)	0	0
RP	Charges de personnel ⁽¹⁾	4 134 846	7 560 000
	(⁽¹⁾ dont personnel extérieur.....)		
RQ	(Excédent brut extérieur voir TQ)		
RS	Dotations aux amortissements et aux provisions	38 525 523	32 952 551
RW	Total des charges d'exploitation	248 115 575	662 638 051
	(Résultat d'exploitation voir TX)		
	ACTIVITE FINANCIERE		
SA	Frais Financiers	7 369 436	18 990 149
SC	Pertes de change		0
SD	Dotations aux amortissements et aux provisions		0
SF	Total des charges financières	7 369 436	18 990 149
	(Résultat Financier voir UG)		
SH	Total des charges des activités ordinaires	255 485 011	681 628 200
	(Résultat des activités ordinaires voir UI)		
	HORS ACTIVITE ORDINAIRE (H.A.O)		
SK	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	0	0
SL	Charges H.A.O.		0
SM	Dotations H.A.O.		0
SO	Total des charges H.A.O.	0	0
	(Résultat H.A.O. voir UP)		
SQ	Participation des travailleurs	5 942 857	15 250 000
SR	Impôts sur le résultat	3 200 000	5 337 500
SS	Total Participation et Impôts	9 142 857	20 587 500
ST	TOTAL GENERAL DES CHARGES	264 627 868	702 215 700
	(Résultat Net voir UZ)		

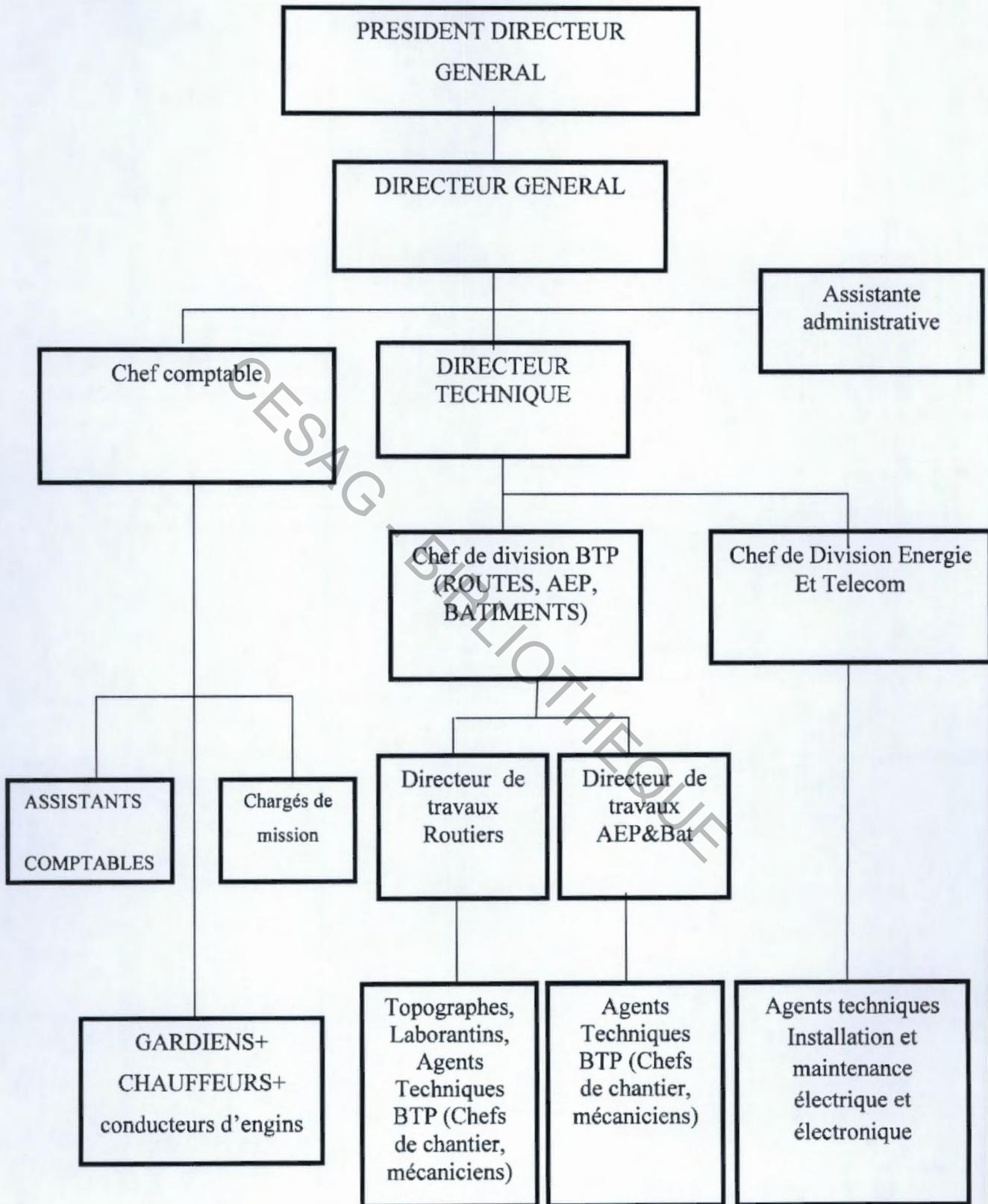
Annexe 20 : Compte de résultat de 2006 suite

Dénomination sociale de l'entreprise : BUILDERS DIAWARA SOLAR
 Adresse : BP: 2784 TEL: 20 21 45 28 Hamdallaye ACI 2000
 N° d'identification fiscale : 08411706L Exercice clos le : 31/12/2006
 Durée (en mois) : 12

COMPTE DE RESULTAT - SYSTEME NORMAL

Réf.	PRODUITS	Exercice 2006	Exercice 2005
	ACTIVITE D'EXPLOITATION		
TA	Vente de marchandises	73 188 376	588 742 300
TB	Marge Brute sur Marchandises	73 188 376	5 109 772
TC	Vente de Produits Fabriqués		0
TD	Travaux, services vendus	191 439 492	113 473 400
TE	Production stockée (ou déstockage)	(+ ou -)	0
TF	Productions Immobilisées		0
TG	Marge Brute sur Matières	153 930 122	113 473 400
TH	Produits Accessoires		0
TI	CHIFFRE D'AFFAIRES⁽¹⁾ (TA+TC+TD+TH) ...	264 627 868	702 215 700
TJ	⁽¹⁾ dont à l'exportation		
TK	Subventions d'exploitation		0
TL	Autres Produits		0
TN	Valeur Ajoutée ...	59 172 662	80 090 200
TQ	Excédent Brut d'Exploitation	55 037 816	72 530 200
TS	Reprises de Provisions		0
TT	Transferts de Charges		0
TW	Total des Produits d'exploitations	264 627 868	702 215 700
TX	Résultat d'exploitation (+ou-)	16 512 293	39 577 649
	ACTIVITE FINANCIERE		
UA	Revenus Financiers		0
UC	Gains de Change		0
UD	Reprises de Provision		0
UE	Transfert de Charges		0
UF	Total des Produits Financiers	0	0
UG	Résultat Financier (+ou-) ...	-7 369 436	-18 990 149
UH	Total des Produits des activités ordinaires	264 627 868	702 215 700
UI	Résultat des activités ordinaires ⁽¹⁾ (+ou-)	9 142 857	20 587 500
UJ	⁽¹⁾ dont Impôt correspondant	0	0
	HORS ACTIVITE ORDINAIRE (H.A.O)		
UK	Produits des Cessions d'Immobilisations		0
UL	Produits H.A.O.		0
UM	Reprises H.A.O.		0
UN	Transfert de Charges		0
UO	Total des Produits H.A.O.	0	0
UP	Résultat H.A.O.(+ou-) ...	0	0
UT	TOTAL GENERAL DES PRODUITS	264 627 868	702 215 700
UZ	Résultat Net Bénéfice(+); Perte(-)	9 142 857	20 587 500

Annexe 21 : Organigramme de Builders Diawara Solar



Sources : Builders Diawara Solar (2012)

Annexe 22 : Questionnaire

Question : quelles sont les causes de défaillance les plus fréquentes pour les entreprises maliennes ? Classer par ordre d'importance de 1 à 11 les causes de défaillance suivantes :

Causes de Défaillances	Rang
Réduction d'activité	
Réduction des marges et de la rentabilité	
Problèmes de management	
Manoeuvres	
Mauvaise organisation de l'entreprise	
Décès ou maladie du Gérant	
Problèmes sociaux internes à l'entreprise	
Suppression des concours bancaires	
Défaillance des clients importants	
Sous-capitalisation	
Tracasserie administrative	

Résultat de l'enquête

Causes de Défaillances	Rang
Réduction d'activité	7
Réduction des marges et de la rentabilité	4
Problèmes de management	1
Manoeuvres	3
Mauvaise organisation de l'entreprise	2
Décès ou maladie du Gérant	8
Problèmes sociaux internes à l'entreprise	11
Suppression des concours bancaires	5
Défaillance des clients importants	10
Sous-capitalisation	6
Tracasserie administrative	9

Sources : nous même

Annexe 23 : Liste des 35 Experts Comptables, Comptables agréés et Auditeurs.

N°	NOMS	PREMONS	TITRES	EMAIL
1	CAMARA	Bintou	Expert Comptable	maecoexpert@orangemali.net
2	CISSE	Kalilou	Expert Comptable	cissekalilou21@hotmail.com
3	CISSE	Cheikh Abdoulaye	Expert Comptable	caccisse@yahoo.fr
4	COULIBALY	Issouf	Comptable agréé	bureco09@yahoo.fr
5	COULIBALY	Elie	Comptable agréé	elie_fall@yahoo.fr
6	DIAKITE	Tiékororo	Expert Comptable	sareci@sotelma.net.ml
7	DIALLO	Daouda	Comptable agréé	daoudadiallo2000@yahoo.fr
8	DIANKA	Silamakan	Auditeur	sila@diarrasec.com
9	DIARRA	Sékou	Expert Comptable	sam@diarrasec.com
10	DIARRA	Siné	Expert Comptable	finauditsarl@yahoo.fr
11	DIARRA	Bousseif Diatigui	Comptable agréé	bousseifd@yahoo.fr
12	DIAWARA	Cheickna Seydi	Auditeur	cdiawara@diarrasec.com
13	DRAME	Baréma	Comptable agréé	cbd@cefib.com
14	DRAME	Harouna	Expert Comptable	drame@diarrasec.com
15	DRAVE	LY Taher	Expert Comptable	tdrav@yahoo.fr
16	KANE	Adama	Expert Comptable	adama.kane@scaegha.com
17	KANTE	Boubacar	Expert Comptable	kanteboubacars@yahoo.fr
18	KEITA	Nash	Comptable agréé	nashkeita@yahoo.fr
19	KOITA	Amadou Nabba	Comptable agréé	socafim@yahoo.fr
20	KONATE	Aliou	Expert Comptable	iaecpt@orangemali.net
21	KONATE	Aliou	Expert Comptable	alko@cefib.com
22	KONE	Aissata	Auditeur	aissatak@diarrasec.com
23	KONE	Moussa Mamadou	Expert Comptable	ymskone@yahoo.fr
24	KOUVAHEY	Nicolas	Expert Comptable	nikaudit@orangemali.com
25	LEPOULTIER	Serge	Expert Comptable	egcci@egccinternational.com
26	MAKADJI	Soumana	Expert Comptable	sommariam@yahoo.fr
27	MARA	Moussa	Expert Comptable	mara@diarrasec.com
28	SAKO	Moussa	Expert Comptable	sako.moussa@afribonemali.net
29	SANGARE	Amadou	Expert Comptable	amadou.sangare@gmail.com
30	SECK	Mme Kadidiatou	Comptable agréé	ksek2001@yahoo.fr
31	SISSOKO	Fousseny	Expert Comptable	foussenysissoko@yahoo.fr
32	TAMBOURA	Coumba	Comptable agréé	ccctamb@yahoo.fr
33	TOGOLA	Alassé	Comptable agréé	alasset05@yahoo.fr
34	TOUNKARA	Moriba	Auditeur	tounkara@diarrasec.com
35	TRAORE	Idrissa	Auditeur	idrissatraore@diarrasec.com

Sources : nous même

BIBLIOGRAPHIE

CESAG - BIBLIOTHEQUE

Ouvrages

1. ARCIMOLES Charles Henri et SAULQUIN Jean Yves (2000), *Finance appliquée*, 3^e édition, Vuibert, Paris, 381 pages.
2. BELLALAH Mondher (2005), *Gestion des risques de taux d'intérêt et de change*, De Boeck Supérieur, Paris, 512 pages.
3. BRUSLERIE Hubert de la (2006), *Analyse financière, information et diagnostic*, 3^e édition, Dunod, Paris, 486 pages.
4. CABANE Pierre (2008), *L'essentiel de la finance : à l'usage des managers*, Eyrolles, Paris, 395 pages.
5. CHARREAUX Gérard (2000), *Finance d'entreprise*, 2^e édition, EMS, Caen, 268 pages.
6. COHEN Elie (1990), *Analyse financière*, Economica, Paris, 575 pages.
7. CORHAY Albert, MBANGALA Mapapa (2008), *Fondements de gestion financière : Manuel et applications, revue et corrigée*, 3^e édition, Les Editions de l'Université de Liège, Liège, 352 pages.
8. DAMODARAN Aswath (2006), *Finance d'entreprise : Théorie et pratique*, 2^e édition, De Boeck, Paris, 1352 pages.
9. DELAHAYE Jacqueline et BARREAU Jean (2001), *Gestion Financière, manuel et applications*, DECF, 10^e édition, Dunod, Paris, 495 pages.
10. GRESSE Carole (1994), *les entreprises en difficulté*, Economica, Paris, 112 pages.
11. GUEDJ Norbert (2001), *Finance d'entreprise, les règles du jeu*, 2^e édition, Editions d'Organisation, Paris, 559 pages.
12. HENRIET Alain (1995), *Le diagnostic financier*, Casteilla, Paris, 140 pages.
13. HOARAU Christian (2008), *Maîtriser le diagnostic financier*, 3^e édition, Groupe Revue Fiduciaire, Paris, 213 pages.
14. HUTIN Hervé, *Toute la finance*, 4^e édition, Eyrolles, Paris, 1156 pages.
15. KARYOTIS Daniel (1994), *La notation financière : une nouvelle approche du risque*, La Revue Banque, Paris, 191 pages.

16. LEBART Ludovic, PIRON Marie et MORINEAU Alain (2000), *Statistique exploratoire multidimensionnelle*, 3^e édition, Dunod, Paris, 439 pages.
17. MARION Alain (2004), *Analyse Financière, concepts et méthodes*, 3^e édition, Dunod, Paris, 273 pages.
18. MEUNIER-ROCHER Béatrice (2006), *Le diagnostic financier*, Editions d'organisation, Paris, 273 pages.
19. OLUWO Muffy (2007), *Strategic Use of Financial Ratio to Prevent Bankruptcy: A Study of Opportunity for Business Enterprises*, Proquest, Cambridge, 110 pages.
20. PALOU Jena Michel (2008), *Les méthodes d'évaluation d'entreprise*, 2^e édition, Groupe Revue Fiduciaire, Paris, 267 pages.
21. PAPIN Robert (2002), *L'art de diriger*, 2^e édition, Dunod, Paris, 426 pages.
22. PARIENTE Simon (2009), *Analyse Financière et évaluation d'entreprise*, 2^e édition, Pearson Education, Paris, 283 pages.
23. RAGOT Gaël Genica (1997), *Redresser l'entreprise*, Editions Expert Comptable Média, Paris, 176 pages.
24. RAGOT Gaël Genica (1999), *Le risque de faillite : surveillance et gestion*, Editions Expert Comptable Média, Paris, 239 pages.
25. RAMAGE Pierre (2001), *Analyse et diagnostic financier*, Editions d'organisation, Paris, 407 pages.
26. RIVET Alain (2003), *Gestion financière, analyse et politique financières de l'entreprise*, Ellipses, Paris, 252 pages.
27. ROUSSEL Josse (2011), *Economie et management de l'entreprise*, L'Harmattan, Paris, 260 pages.
28. TAIROU Akim A (2006), *Analyse et Décisions financières*, L'Harmattan, Paris, 184 pages.
29. VAN PRAAG Nicolas (1995), *Crédit management et crédit-scoring*, Economica, Paris, 112 pages.
30. VERNIMMEN Pierre (2009), *Finance d'entreprise*, 7^{ème} édition, Dalloz, Paris, 1184 pages.

31. ZAMBOTTO Christian et Mireille (2005), *Gestion financière*, 6^{ème} édition, Dunod, 155 pages.
32. ZOPOUNIDIS Constantin (1995), *Evaluation du risque de défaillance de l'entreprise, méthodes et cas d'application*, Economica, Paris, 95 pages.

Articles et revues

33. AIREPME (2000), La détection des signaux financiers annonciateurs de faillite en contexte PME : une approche méthodologique spécifique, 5^e Congrès d'international francophone sur la PME, Lille, 25-26 et 27 octobre 2000, 1-19 pages.
34. ALTMAN E.J (1984), A further Empirical Investigation of the Bankruptcy Cost Question, *The Journal of Finances*, Vol.39 (4): 1067-1089.
35. BELLOVARY Jodi, GIACOMINO Don et AKERS Michael (2007), A Review of Bankruptcy Prediction Studies: 1930 to Present, *Journal of Financial Education*, Vol 33: 1-10.
36. GANESALINGAM S (2001), Detection of financial Distress via Multivariate statistical Analysis, *Managerial Finance*, Vol.24 (4): 45-55.
37. LEKSRIKUL Pranee et EVANS Michael (2005), A Model of Corporate Bankruptcy in Thailand Using Multiple Discriminant Analysis, *Journal of Economic and Social Policy*, Vol.10 (5): 1-36.

Sites internet

38. Builders Diawara Solar (2011), www.buildersdsolar.com
39. CHAHBI Ahmed (2005), La détection des entreprises en difficulté : « proposition d'une démarche de diagnostic et l'analyse financière à l'usage du commissaire aux comptes, www.abhatoo.net.ma/.../detection_des_entreprises_en_difficultes.pdf .
40. Journal L'Essor (2004), Entreprises nationales de BTP: vivement les états généraux, www.malipages.com/presse/news_09_04/news_0044.asp
41. Reverso (2011), Traduction Français-Anglais, www.dictionnaire.reverso.net/francais-anglais